

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2855

16 octobre 2015

SOMMAIRE

Beelitz S.à r.l.	136997	EHI International Finance S.à r.l.	137034
Big Mountain S.A.	137029	EHI International S.à r.l.	137034
C95 Windhof S.à r.l.	136998	Elephant Capital S.à.r.l.	137032
Clickbus Turkey S.à r.l.	137011	Endymion S.A.	137037
Comex Finance S.A.	136998	Ennis S.à r.l.	136999
Compta Services & Partners S.à r.l.	136998	EPAM Systems S.à r.l.	137030
Comserv S.à r.l.	136998	Erual S.à.r.l.	137038
Constructions Basse Energie S.à r.l.	136999	Espace Informatique S.A.	137038
Cool Runnings S.A.	136999	ESS-LUX	137038
Co-Ordination Luxembourg S.A.	136997	ETASCAL (Exclusive Travel Art Safari Cul- ture Adventure and Leisure) S.A.	137039
Coudyser	136999	Euclid Opportunities SA	137035
Crazy Two Property S.A.	137000	Europa Park Gemeinschaften S.A.	137039
Cronos Investments S.A.	137000	Europa Park Gemeinschaften S.A.	137039
CSSD Finance S.à r.l.	137006	European Retail Income Venture S.C.A.	137032
Dawn Finance Sàrl	137038	European Retail Venture S.A.	137032
DC Equipment S.A.	137006	Eurostone S.A.	137039
D'co S.à r.l.	137006	EV-Invest S.A.	137040
DC Overseas S.A.	137028	Excelsa S.A.	137033
Delfin S.à r.l.	137029	Eye 2 S.A.	137033
Delight s.à r.l.	137030	Fédération Européenne d'Associations et d'In- dustries Pharmaceutiques	137000
De Reiger S.A.	137029	Fegon International S.A.	137033
Deutsche Post Zahlungsdienste GmbH Nieder- lassung Luxemburg	137011	Fujitsu Technology Solutions (Luxembourg) S.A.	137040
DH Real Estate Luxembourg IV S.à.r.l.	137030	Goodrich XCH Luxembourg B.V.	137034
Digital Services L (GP) S.à.r.l.	137011	Hasa Invest S.A., SPF	137006
Docu Group (Lux 1.5) S.à r.l.	137030	Kareta Car S.A.	137031
Docu Group (Lux 1) S.à r.l.	137029	LER III UK Co-Investment S.à r.l.	137008
Docu Group (Lux 3) S.à r.l.	137031	Mberp II (Luxembourg) 17 S.à r.l.	137039
Dunois Participations	137029	Safe Corporation S.A.	136997
Eagle Luxembourg S.à r.l.	137031	Thines Capital Investments	136994
Eagle S.à r.l.	137032	Unicity II Acton S.à r.l.	136994
Eco-Conseil (Luxembourg) G.m.b.H.	137033	Worrus Holding S.à r.l.	137040
E & D Frères S.à r.l.	137031		
EDG (Europäische Dienstleistungsgesell- schaft) S.à r.l.	137034		

Unicity II Acton S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 15.000,00.**

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 156.119.

—
Constituée par devant Me Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 11 octobre 2010, acte publié au Mémorial C no 2547

Les comptes annuels audités au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015143131/13.

(150155777) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2015.

Thines Capital Investments, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 199.670.

—
STATUTS

L'an deux mille quinze, le douze août.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

European Marketing & Research Services, une société de droit anglais ayant son siège social New Bridge Street House, 30-34 New Bridge Street, London EC4V 6BJ, Royaume-Uni et enregistrée au Register of Companies of England and Wales sous le numéro 5234316

ici représentée par M. Liridon ELSHANI, employé privé, demeurant professionnellement 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg en date du 11 août 2015.

La procuration signée "ne varietur" par le mandataire de la comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

A. Objet - Durée - Dénomination - Siège

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes entre le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir par la suite, une société à responsabilité limitée (la "Société") qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placements, l'acquisition par achat, souscription ou toute autre manière ainsi que l'aliénation par la vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut également garantir, accorder des prêts ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte, ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La société peut par ailleurs réaliser, tant pour son compte personnel que pour le compte de tiers, toutes les opérations qui seraient utiles ou nécessaires à la réalisation de son objet social ou qui se rapporteraient directement ou indirectement à cet objet social.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société est constituée sous le nom de "Thines Capital Investments".

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché en vertu d'une décision de l'assemblée générale des associés. A l'intérieur de la commune, le siège social pourra être transféré par décision du gérant ou du conseil de gérance. La Société peut ouvrir des agences ou succursales dans toutes autres localités du Grand-Duché de Luxembourg ou dans tous autres pays par décision du gérant ou du conseil de gérance.

B. Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de douze mille cinq cents Euros (12.500,- EUR) représenté par cent (100) parts sociales, d'une valeur de cent vingt-cinq Euros (125,- EUR).

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Art. 7. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié moyennant accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Les parts sociales à souscrire seront offertes par préférence aux associés existants, proportionnellement à la partie du capital qui représente leurs parts sociales en cas de contribution en numéraire.

Art. 8. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. En cas de décès d'un associé, les parts sociales de ce dernier ne peuvent être transmises à des non-associés que moyennant l'agrément, donné en assemblée générale, des associés représentant les trois quarts des parts appartenant aux associés survivants. Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises, soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la Société.

C. Gérance

Art. 11. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, qui n'ont pas besoin d'être associés.

Les gérants sont nommés par l'assemblée générale des associés laquelle fixera la durée de leur mandat. Ils sont librement révocables à tout moment et sans cause.

La Société sera engagée en toutes circonstances par la signature unique d'un seul gérant.

Art. 12. En cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance choisira en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être gérant et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance et des assemblées des associés.

Le conseil de gérance se réunira sur la convocation du président ou de deux gérants, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées des associés et les réunions du conseil de gérance; en son absence, les associés ou le conseil de gérance pourront désigner à la majorité des personnes présentes un autre gérant pour assumer la présidence pro tempore de telles réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion par courrier électronique, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit ou par courrier électronique, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par courrier électronique ou télécopie un autre gérant comme son mandataire. Un gérant peut présenter plusieurs de ses collègues.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, visio-conférence ou d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion.

Le conseil de gérance pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits ou par courrier électronique, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 13. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux gérants. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux gérants.

Art. 14. Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 15. Les gérants ne contractent, à raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

D. Décisions de l'associé unique - Décisions collectives des associés

Art. 16. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

Art. 17. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les statuts ne peuvent être modifiés que moyennant décision de la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 18. Si la Société n'a qu'un seul associé, cet associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

E. Année sociale - Bilan - Répartition des bénéfices

Art. 19. L'année sociale commence le premier jour du mois de janvier et se termine le dernier jour du mois de décembre de la même année.

Art. 20. Chaque année, au dernier jour du mois de décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérant(s) dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société. Tout associé peut prendre communication au siège social de l'inventaire et du bilan.

Art. 21. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social. Le solde est à la libre disposition de l'assemblée générale. Le conseil de gérance est autorisé à distribuer des dividendes intérimaires si les fonds nécessaires à une telle distribution sont disponibles.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 22. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateur(s), associé(s) ou non, nommé(s) par l'assemblée des associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments. Le ou les liquidateur(s) auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

L'actif, après déduction du passif, sera partagé entre les associés en proportion des parts sociales détenues dans la Société.

Art. 23. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 telle qu'elle a été modifiée.

Souscription et libération

L'intégralité des cent (100) parts sociales a été souscrite par European Marketing & Research Services Ltd., préqualifiée.

Les actions ainsi souscrites sont entièrement libérées, de sorte que la somme de douze mille cinq cents Euros (12.500,- EUR) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la Société et finira le dernier jour du mois de décembre 2015.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais et dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à charge à raison de sa constitution à environ mille trois cents Euros (1.300,- EUR).

Résolutions

Et aussitôt European Marketing & Research Services Ltd., représentant l'intégralité du capital social a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est établi 8, boulevard Royal à L -2449 Luxembourg.

2. L'associé unique décide d'élire en tant que gérant de la société pour une durée indéterminée:

M. Karim Van den Ende, né le 26 octobre 1964 à Bruxelles, demeurant professionnellement au 8, boulevard Royal à L-2449 Luxembourg.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: L. Elshani et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 14 août 2015. 2LAC/2015/18701. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le Receveur ff. (signé): Yvette THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.

Référence de publication: 2015147362/147.

(150161025) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.

Beelitz S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 130.394.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015146895/9.

(150160879) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.

Co-Ordination Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 75.287.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015146963/9.

(150161002) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.

Safe Corporation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 197.273.

L'an deux mille quinze, le onze août.

Le soussigné Maître Jacques KESSELER, notaire de résidence à Pétange,
déclare et constate que:

Lors de la rédaction de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme Safe Corporation S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 197.273 (la «Société») reçue par acte du notaire instrumentant en date du 8 juillet 2015 (numéro 325/15 de son répertoire), enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 9 juillet 2015, sous la relation EAC/2015/16.280, (l'«Acte»),

une erreur évidente relative au montant et à la composition du capital s'est immiscée dans la rédaction de l'article 5.1 des statuts refondus de la Société (les «Statuts»), lesquels Statuts ont été adoptés à la cinquième résolution de l'Acte. En effet cet article 5.1 des statuts a indiqué erronément ce qui suit:

Version erronée

« **5.1 Capital social - Prime d'émission - Réserves.** Le capital social émis de la société est fixé à cent dix millions six cent trente-deux mille cinq cent quarante-sept Euros (EUR 110.632.547,-) divisé en 11 milliards soixante-trois millions deux cent cinquante-quatre mille sept cents (11.063.254.700) actions ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune.»

RECTIFICATIF

Dans la mesure où le montant du capital et sa composition sont erronés, il y a par conséquent lieu de rectifier le passage précité de l'Acte comme suit:

Version rectifiée qui remplace la version erronée:

« **5.1. Capital social - Prime d'émission - Réserves.** Le capital social émis de la société est fixé à cent dix millions deux cent mille Euros (EUR 110.200.000,-) divisé en onze milliards deux cent millions (11.200.000.000) actions ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune.»

Toutes les autres dispositions de l'Acte demeurent inchangées.

DONT ACTE, fait et passé à Pétange, date qu'en tête des présentes.

Signé: Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 12 août 2015. Relation : EAC/2015/18821. Reçu douze euros 12,00 €

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2015147325/36.

(150160750) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.

Comex Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2714 Luxembourg, 2, rue du Fort Wallis.

R.C.S. Luxembourg B 30.567.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015146965/9.

(150160960) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.

Compta Services & Partners S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8521 Beckerich, 27, Huewelerstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 104.830.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015146966/10.

(150160608) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.

Comserv S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 54, boulevard Napoléon 1er.

R.C.S. Luxembourg B 195.591.

Extrait de l'assemblée générale tenue en date du 20 août 2015

Les associés prennent acte des cessions de parts intervenues le 1^{er} juillet 2015.

- La société AP Conseils & Services SARL, société à responsabilité limitée, inscrite au Registre de Commerce à Luxembourg sous le numéro B 98.697. avec siège social à L-2210 Luxembourg, cède 50 (cinquante) parts sociales à la société AP INVEST SARL, société à responsabilité limitée, inscrite au Registre de Commerce à Luxembourg, sous le numéro B 197.277, avec siège social à L-2210 Luxembourg 54, Boulevard Napoléon 1^{er}.

Suite à cette cession, la nouvelle répartition du capital social est la suivante:

- TOBIAK SA, société anonyme, inscrite au Registre de Commerce à Luxembourg sous le numéro B 77.866, avec siège social à L-2210 Luxembourg 54, Boulevard Napoléon 1^{er}, 50 (cinquante) parts sociales

- AP INVEST SARL, société à responsabilité limitée, inscrite au Registre de Commerce à Luxembourg, sous le numéro B 197.277, avec siège social à L-2210 Luxembourg 54, Boulevard Napoléon 1^{er}, 50 (cinquante) parts sociales.

Pour extrait conforme

FIDCOSERV Sarl

Signature

Référence de publication: 2015146967/21.

(150160965) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.

C95 Windhof S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8399 Windhof, 22, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 176.637.

Il résulte des cessions de parts en date du 22 janvier 2015, que le capital de la société se répartit dorénavant comme suit:

Monsieur Jean-Baptiste VAUDOIS, salarié, demeurant à L-8140 Bridel 15b, route de Luxembourg	100 parts
TOTAL	100 parts

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.
Pour la société
Un mandataire

Référence de publication: 2015146974/14.

(150161031) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.

Constructions Basse Energie S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1897 Kockelscheuer, 20, allée Louis Ackermann.

R.C.S. Luxembourg B 161.841.

Les comptes annuels du 01/01/2014 au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015146968/10.

(150160813) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.

Cool Runnings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8041 Strassen, 80, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 166.542.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015146969/9.

(150160899) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.

Coudyser, Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 83.135.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015146970/9.

(150161080) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.

Ennis S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 10.612,50.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 122.836.

Il résulte d'une résolution écrite de l'actionnaire unique de la Société, prise en date du 9 juin 2015 que:

- Mme Virginia Strelen et Mr. Christian Schwab ont été révoqués de leurs fonctions de gérant de la Société avec effet au 9 juin 2015;

- Mr. Stewart Kam-Cheong, né le 22 juillet 1962, à Port Louis (Ile Maurice), et demeurant professionnellement au 6c, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, et Mr Charles Giraldez, né le 2 avril 1959, à La Corogne (Espagne) et demeurant professionnellement au 5, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg ont été nommés gérants de la Société avec effet au 9 juin 2015 et pour une durée indéterminée.

Suite à un contrat de vente et d'achat en date du 9 juin 2015, il résulte que l'associé unique, Cornerstone City Developments S.A. a vendu la totalité de ses parts sociales (500) à IMMO INVEST LUX HOLDCO S.à r.l., société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 6c, rue Gabriel Lippmann et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B186778.

IMMO INVEST LUX HOLDCO S.à r.l. détient donc les 500 parts sociales du capital de la Société avec effet au 9 juin 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 1^{er} septembre 2015.

Pour extrait conforme

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2015147626/26.

(150161973) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2015.

Crazy Two Property S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 20, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 158.850.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015146971/9.

(150160794) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.

Cronos Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1820 Luxembourg, 10, rue Antoine Jans.

R.C.S. Luxembourg B 181.584.

EXTRAIT

La Société a été informée du changement d'adresse de l'Administrateur Délégué et Président du Conseil d'Administration Monsieur Christophe BLONDEAU, ayant désormais son adresse professionnelle au 46, route de Luxembourg, L-7240 Bereldange.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 août 2015.

Pour Cronos Investments S.A.

Catherine KESY / Christophe BLONDEAU

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2015146972/16.

(150160972) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.

EFPIA, Fédération Européenne d'Associations et d'Industries Pharmaceutiques, Association sans but lucratif.

Siège social: L-2157 Luxembourg, 8, rue Mil Neuf Cents.

R.C.S. Luxembourg F 10.502.

STATUTS

L'an deux mille quinze, le cinq juin,

par-devant Maître Joëlle BADEN, notaire de résidence à Luxembourg,

s'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des membres de l'association sans but lucratif de droit Suisse «FEDERATION EUROPEENNE D'ASSOCIATIONS ET D'INDUSTRIES PHARMACEUTIQUES, en abrégé EFPIA», ayant son siège social à CH-1206 Genève, 2, rue Bellot inscrite au Registre de Commerce de Genève, sous le numéro CHE-100.666.694, constituée suivant acte sous seing privé en date du 27 février 1979 (l'Association).

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Joseph JIMENEZ, CEO, résidant professionnellement à Bâle, qui désigne comme secrétaire Monsieur Richard BERGSTRÖM, Directeur général, résidant professionnellement à Bruxelles.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Marie-Claire PICKAERT, Directeur général adjoint, résidant professionnellement à Bruxelles.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

- Entérinement des décisions de l'assemblée générale qui s'est réunie le 6 juin 2014 à Lyon.

- Transfert du siège social de l'Association de CH-1206 Genève, 2, rue Bellot à L-2157 Luxembourg, 8 rue Mil Neuf Cents.

- Adoption de la forme juridique d'une Association sans but lucratif luxembourgeoise soumise aux dispositions de la loi du 21 avril 1928, sur les associations et les fondations sans but lucratif telle que modifiée (la «Loi»), conformément à l'article 26-1 de la Loi.

- Refonte des statuts pour les adapter à la législation luxembourgeoise.
- Détermination des membres de l'Association.
- Révocation et décharge des organes suisses de l'Association.
- Nomination des organes d'administration de l'Association.
- Divers

II.- Que les membres présents ou représentés, les mandataires des membres représentés, sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les membres présents, les mandataires des membres représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des membres représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

III.- Que la présente assemblée, a été convoquée en date du 30 avril 2015.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'unanimité des voix conformément à l'article 8 de la Loi est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

V.- Qu'une assemblée générale extraordinaire des membres de l'Association tenue en date du 6 juin 2014 à Lyon a décidé à l'unanimité (i) de transférer le siège de la Société au Luxembourg avec effet à compter de ce jour, (ii) de fixer le nouveau siège social à L-2157 Luxembourg, 8 rue Mil Neuf Cents.

Une copie d'un extrait du procès-verbal de ladite assemblée générale restera annexée au présent acte pour être enregistrée en même temps.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'assemblée décide d'approuver et de ratifier les décisions prises lors de l'assemblée générale du 6 juin 2014 à Lyon, relatives au transfert du siège social de l'Association au Grand-Duché de Luxembourg, et de l'adoption par l'Association de la nationalité luxembourgeoise, sans toutefois que ce changement de nationalité et transfert de siège donne lieu, ni légalement, ni fiscalement à la constitution d'une nouvelle entité juridique.

L'assemblée prend acte du certificat établi par Maître Guy STANISLAS, avocat à Genève, qui atteste que qu'une association suisse peut, sans procéder à une liquidation, ni à une nouvelle fondation, se soumettre au droit étranger si elle satisfait aux conditions fixées par le droit suisse et si elle continue à exister en vertu du droit étranger. L'article 26-1 alinéa 2 de la Loi autorise également ce transfert de siège sans constitution d'une personnalité juridique nouvelle.

L'assemblée prend acte que l'association sera radiée du Registre de commerce de Genève après obtention en Suisse d'un rapport de réviseur-agréé attestant que les créanciers ont obtenu des garanties ou ont été désintéressés ou ont consenti à la radiation.

Deuxième résolution:

L'assemblée décide de fixer le siège social de l'Association à L-2157 Luxembourg, 8 rue Mil Neuf Cents.

Troisième résolution:

L'assemblée décide d'adopter la forme d'une association sans but lucratif luxembourgeoise soumise aux dispositions de la Loi sous la dénomination de «FEDERATION EUROPEENNE D'ASSOCIATIONS ET D'INDUSTRIES PHARMACEUTIQUES, en abrégé EFPIA», à compter de ce jour.

Quatrième résolution:

L'assemblée décide de procéder à une refonte des statuts pour les adapter à la législation luxembourgeoise, et de leur donner la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}. Nom de l'Association.** Il est formé par les présents statuts (les Statuts) pour une durée illimitée une association sans but lucratif soumise aux dispositions de la loi du 21 avril 1928 telle que modifiée (la Loi) sous la dénomination de «FEDERATION EUROPEENNE D'ASSOCIATIONS ET D'INDUSTRIES PHARMACEUTIQUES, en abrégé EFPIA» (l'Association).

Art. 2. Le but de l'Association. L'Association, qui est dénuée de tout esprit de lucre, a pour but de promouvoir la découverte et le développement de produits pharmaceutiques en Europe ainsi que d'apporter son soutien à des politiques publiques qui contribuent à la création de conditions optimales pour la mise sur le marché de médicaments afin d'améliorer la santé humaine dans le monde.

Elle intervient en tant qu'organisation représentative de l'industrie pharmaceutique opérant en Europe. Elle maintient un contact permanent entre ses membres.

De plus, elle poursuit un but principalement scientifique en assurant la promotion du développement technologique et économique de l'industrie pharmaceutique en Europe.

Les activités de l'Association s'étendent à toute question présentant un intérêt commun pour ses membres. Plus particulièrement, l'Association vise la création d'un environnement qui encourage la recherche et le développement pharmaceutique, la fabrication dans le respect des normes de qualité de haut niveau, la protection de la propriété intellectuelle ainsi que de la mise en place d'un cadre réglementaire qui assure aux patients un accès rapide aux médicaments.

En vue de réaliser le but indiqué ci-dessus, l'Association:

- représente l'industrie pharmaceutique opérant en Europe à l'égard des organisations gouvernementales internationales. Elle leur fait part notamment des avis de l'industrie pharmaceutique en toute matière intéressant celle-ci et concernant la santé publique, notamment en matière de législation et de réglementation internationales;
- entretient avec de telles organisations gouvernementales ainsi que des organisations non gouvernementales des relations suivies afin de stimuler la compréhension des problèmes affectant l'industrie pharmaceutique;
- étudie les questions scientifiques, économiques, sociales et juridiques intéressant l'industrie pharmaceutique et son rôle dans la prévention et la gestion des maladies dans le contexte élargi des politiques publiques de santé;
- coordonne la politique des membres en ce qui concerne notamment les règles déontologiques et les codes d'autodiscipline propres à la profession et organise entre ses membres tous échanges d'informations et de points de vue dans le respect des règles imposées par le droit de la concurrence;
- collabore avec des organisations et entreprises d'autres secteurs d'activité susceptibles de contribuer à la réalisation des objectifs de l'Association;
- coopère avec les organisations internationales ayant des objectifs et activités analogues. Elle peut adhérer à des organisations internationales sur décision du conseil d'administration;
- peut défendre en justice et devant les autorités administratives les intérêts généraux de ses membres.

Art. 3. Le siège de l'Association. Le siège social de l'Association est situé à Luxembourg. Il pourra être transféré en tout autre lieu par décision de l'Assemblée générale.

L'Association possède un bureau permanent en Belgique. Le bureau permanent pourra être transféré en un autre lieu par décision de l'Assemblée générale.

Art. 4. Entités constitutives de l'Association (les «Entités constitutives»).

Art. 4.1. Les membres de l'Association. Les membres de l'Associations sont:

- (i) des entreprises engagées dans la recherche, le développement et la fabrication de produits médicinaux à usage humain en Europe (les «Entreprises-membres»); et
- (ii) des organisations représentant des fabricants de produits médicinaux au plan national, qui comptent parmi leurs membres, entre autres, des entreprises faisant de la recherche et/ou du développement (les «Associations-membres»).

Les Entreprises-membres et les Associations-membres sont elles-mêmes subdivisés en groupes qui sont définis dans le règlement d'ordre intérieur de l'Association.

Lors de l'admission d'une Association-membre ou d'une Entreprise-membre comme nouveau membre, l'Assemblée générale décide également de son appartenance à un groupe de sa catégorie.

Art. 4.2. Les adhérents.

4.2.1 Les observateurs

Toute entreprise active dans la recherche et le développement pharmaceutiques qui ne remplit pas les critères pour devenir un membre suivant les conditions fixées dans le règlement intérieur peut devenir une «Entreprise membre-observateur».

Toute organisation qui représente les entreprises pharmaceutiques axées sur la recherche au niveau national en Europe qui ne soit pas une association membre peut être accordé le titre de «Association membre-observateur».

4.2.2 Les groupes spécialisés

Des entreprises engagées dans la recherche et / ou le développement de produits médicinaux opérant dans un segment particulier du marché pharmaceutique peuvent demander la création d'un groupe spécialisé au sein de l'Association. Les membres des groupes spécialisés devront conduire leurs travaux en ligne avec les objectifs et la politique générale de l'Association.

4.2.3 Collaboration avec des entreprises non-pharmaceutiques

L'Association peut mettre en place des collaborations avec des sociétés non-pharmaceutiques qui contribuent à la recherche et au développement de médicaments innovants, dans un sens large. Les travaux et activités dans le cadre de telles collaborations sont menées en conformité avec les objectifs généraux de l'Association.

L'Association peut mettre en place toute autre collaboration qui est utile à la réalisation de ses objectifs.

Art. 5. Engagements des entités constitutives de l'Associations. De par son appartenance à l'Association, toute Entité constitutive de l'Association s'engage à se soumettre aux Statuts et au règlement d'ordre intérieur de l'Association, ainsi qu'aux décisions prises en concordance avec ces Statuts et règlement d'ordre intérieur.

Art. 6. Admission - refus d'admission - Démission et exclusion.

Art. 6.1. Admission - refus d'admission. De nouveaux membres et autres adhérents, y compris les membres adhérents à ces entités constitutives, peuvent être admis sur décision de l'Assemblée générale.

Les demandes visant à devenir membre ou adhérent au sens l'article 4.2, sont adressées au Directeur général. Le Conseil d'Administration soumettra une proposition d'admission ou le refus d'admettre à l'Assemblée générale en ligne avec les critères d'adhésion fixés par le règlement d'ordre intérieur.

Les décisions de l'Assemblée générale concernant l'admission ou le refus d'admission comme membre de l'Association, ou adhérent sont souveraines. L'Assemblée générale ne doit pas les motiver.

Art. 6.2. Démission. Tout membre ou adhérent peut démissionner en adressant sa démission au conseil d'administration.

Art. 6.3. Exclusion. Un membre ou un adhérent de l'Association peut être exclu par décision de l'Assemblée générale pour les motifs suivants:

- parce qu'il ne remplit plus les conditions requises au moment de son admission telles que définies à l'article 4.2 du règlement d'ordre intérieur pour une entreprise pharmaceutique et à l'article 4.3 pour une association pharmaceutique;
- lorsqu'il met en danger la réalisation du but poursuivi par l'Association;
- pour non-paiement de la cotisation après deux rappels;
- pour tout autre motif grave.

Pour les mêmes motifs, l'Assemblée générale peut décider d'exclure un groupe spécialisé formé en application de l'article 4.2.2 ou un de ses membres ou d'une collaboration mise en place en application de l'article 4.2.3 ou un de ses membres.

Une décision d'exclusion ne peut être prise qu'à la majorité des trois-quarts des voix des membres effectifs présents ou représentés. Les décisions de l'Assemblée générale concernant l'exclusion de membres de l'Associations sont souveraines.

Art. 6.4. Effets de la démission ou de l'exclusion. Les membres ou les adhérents de l'Association exclus ou démissionnaires n'ont aucun droit aux actifs de l'association. Dans tous les cas, toutes créances dues, y compris les cotisations et / ou contributions de l'année en cours restent dues par le membre démissionnaire ou exclu.

Art. 7. Les organes de l'Association. Les organes de l'Association sont les suivants:

- l'Assemblée générale;
- le Conseil d'administration et,
- la Direction générale.

Art. 8. L'Assemblée générale.

Art. 8.1. Les membres de l'Assemblée générale. L'Assemblée générale de l'Association se compose de tous les Membres de l'Association. Chaque Membre peut déléguer aux réunions de l'Assemblée générale un représentant désigné pour deux ans (le «Représentant»). Le mandat des Représentants est renouvelable.

Si un Représentant cesse d'appartenir à l'Entreprise-membre ou à l'Association-membre qui l'a désigné, son mandat devient automatiquement caduc. La personne le remplaçant est désignée pour la durée restant à courir de son mandat.

Chaque adhérent au sens de l'article 4.2 peut être représenté à l'Assemblée générale par un Représentant. Ces Représentant peuvent prendre part aux délibérations, sans droit de vote.

La Direction générale prend part, sans droit de vote, aux réunions de l'Assemblée générale.

Art. 8.2. Convocation de l'Assemblée générale. L'Assemblée générale se réunit au moins une fois par an, et en tout cas dans les six mois après la fin de chaque exercice à la date fixée par le Conseil d'Administration, sur convocation écrite adressée au moins un mois à l'avance aux membres et portant indication de l'ordre du jour de la réunion. L'Assemblée générale est convoquée par le Président de l'Association.

L'Assemblée générale peut, en outre, être réunie chaque fois que le Conseil d'Administration le juge nécessaire ou à la demande d'une partie des membres représentant au moins un cinquième des voix. Elle sera alors convoquée de la même manière que l'Assemblée générale annuelle.

L'Assemblée générale doit être convoquée dans le cas d'une proposition de modification des statuts ou de dissolution de l'Association.

L'Assemblée générale ne peut délibérer que s'il est réuni un quorum représentant 75% des membres effectifs.

Art. 8.3. Droit de vote et majorité. A l'Assemblée générale, chaque Membre dispose d'une voix dans son groupe.

Le vote exprimé par les Entreprises-membres, d'une part, et celui exprimé par les Associations-membres, d'autre part, auront un poids égal (50% chacun) dans le décompte final des votes.

Un Membre empêché peut se faire représenter par un autre Membre. Un Membre ne peut toutefois représenter qu'un seul autre Membre. Les procurations qui doivent être limitées aux seuls objets repris à l'ordre du jour, doivent être transmises par écrit au Président de l'Association.

Sauf disposition particulière par ailleurs, les décisions de l'Assemblée générale sont prises à la majorité des deux tiers.

En cas d'urgence et sur proposition du Président, l'Assemblée générale peut prendre des décisions par consultation écrite. Les décisions prises par consultation écrite requièrent l'unanimité des Membres.

Art. 8.4. Les compétences de l'Assemblée générale. L'Assemblée générale est le pouvoir suprême de l'Association. Elle définit la politique générale de l'Association sur proposition du Conseil d'Administration.

Dans les conditions fixées aux articles 9.1 à 9.4 des présents statuts, l'Assemblée générale nomme les membres du Conseil d'Administration et ratifie la désignation du Président et des Vice-présidents.

L'Assemblée générale décide de l'admission, du refus d'admission ou de l'exclusion de tout membre ou autre adhérent.

L'Assemblée générale approuve le budget annuel et statue, dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice, sur les comptes et le bilan.

L'ordre du jour de l'Assemblée générale est établi par le Conseil d'Administration. Aucune question autre que celles portées à cet ordre du jour ne peut être mise en délibération devant l'Assemblée générale, sauf en cas d'urgence sur proposition du Président.

L'Assemblée générale adopte le Règlement d'Ordre intérieur. Celui-ci vise à exécuter les Statuts et à clarifier la gouvernance interne de l'Association. Tout changement ultérieur du Règlement d'Ordre intérieur devra être approuvé par l'Assemblée générale.

Art. 9. Le Conseil d'Administration.

Art. 9.1. Les membres du Conseil d'Administration. Le Conseil d'administration comprend de six à trente membres, dénommés administrateurs.

Sont éligibles aux fonctions d'administrateur les Représentants des Entreprises-membres de l'Association.

Art. 9.2. Administrateurs. Les administrateurs sont choisis parmi les plus hauts responsables des opérations pharmaceutiques des Entreprises-membres, ou parmi les personnes en charge des opérations pharmaceutiques globales ou internationales de l'Entreprise-membre nommées par celle-ci et habilitées à l'engager.

Les administrateurs potentiels sont proposés à l'Assemblée générale de commun accord entre les Entreprises-membres. Celles-ci assureront une répartition des sièges efficace et adéquate.

Art. 9.3. Le mandat des membres du Conseil d'Administration. Les administrateurs sont nommés par l'Assemblée générale pour une durée de deux ans. Leur mandat peut être renouvelé.

En cas d'interruption du mandat d'un administrateur avant son terme, son remplaçant est désigné dans les mêmes conditions que celles fixées à l'article 9.2 des présents statuts, pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Les mandats sont personnels.

Art. 9.4. Les pouvoirs du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration dispose des plus larges pouvoirs et fonctions. Le Conseil d'Administration exécute tous les actes et opérations décidés par l'Assemblée générale et a le pouvoir de décision et d'exécution pour accomplir tout ce qui n'est pas expressément de la compétence de l'Assemblée générale. Il administre et assure la gestion du patrimoine de l'Association et demande à l'Assemblée générale décharge de ses responsabilités. Le Conseil d'Administration établit la stratégie, les priorités et la gouvernance de l'Association.

Aucune acquisition ou aliénation de biens immobiliers ne peut être faite sans le consentement de l'Assemblée générale.

Le Conseil d'Administration confirme les mandats des comités du conseil et autres groupes de travail de l'Association suivant les modalités fixées au Règlement d'Ordre intérieur.

Le Conseil d'Administration fait des propositions à l'Assemblée générale. Il surveille l'exécution par la Direction générale des décisions de l'Assemblée générale. Il désigne les membres de la Direction générale.

Art. 9.5. Le Président. Le Conseil d'Administration désigne en son sein un Président et deux Vice-présidents. Les Vice-présidents seront choisis de manière à assurer la continuité des actions de l'Association. La désignation du Président et des Vice-présidents devra être ratifiée par l'Assemblée générale.

Le mandat du Président et des Vice-présidents est de deux ans.

Le Président représente l'Association dans tous les actes civils à l'égard de tiers et des administrations.

Le Président préside les Assemblées générales et le Conseil d'Administration. En cas de vote partagé au Conseil d'Administration, qui délibère à la majorité simple, le Président disposera d'une voix prépondérante.

Les Vice-présidents assistent et suppléent le Président. En cas d'absence du Président, le Vice-président ayant été désigné pour succéder au Président en exercice aura la préséance.

Les actions en justice sont suivies par le Conseil d'Administration représenté par son Président. En cas de comparution en justice, il peut être remplacé par un mandataire agissant en vertu d'une procuration spéciale.

Le Président peut donner délégation de ses prérogatives, dans les conditions fixées par le Conseil d'Administration.

Art. 9.6. Pouvoir de signatures. L'Association sera engagée par la signature individuelle du Président, ou, en son absence, par la signature de l'un des Vice-Présidents, ou par la signature d'un membre de la Direction Générale à ce délégué par le Conseil d'Administration.

Art. 9.7. Participants au Conseil d'Administration. Le Président peut inviter des représentants des Membres de l'Association à prendre part aux réunions du Conseil d'Administration. Ces représentants peuvent prendre part aux délibérations suivant les modalités arrêtées par le Président.

Deux représentants des Associations-membres, désignés de commun accord parmi les Associations-membres, seront invités, ex-officio, aux réunions du Conseil d'Administration. Ils prendront part aux réunions sans droit de vote.

Les membres de la Direction générale prennent part, sans droit de vote, aux réunions du Conseil d'Administration.

Art. 10. La Direction générale. La Direction générale est constituée d'un Directeur général et, suivant le cas, d'un Directeur général adjoint, désignés par le Conseil d'Administration. Elle assure le secrétariat des organes de l'Association et coordonne les actions de l'Association. Conformément aux procurations et délégations que lui confèrent l'Assemblée générale et le Conseil d'Administration, la Direction générale assure l'exécution des décisions de l'Assemblée générale et du Conseil d'Administration. Elle assure la gestion journalière de l'Association.

Art. 11. Dispositions financières. L'exercice social correspond à l'année civile.

Sur recommandation du Conseil d'Administration, ayant pris les avis tels que requis par les dispositions du Règlement d'Ordre intérieur, l'Assemblée générale approuve, dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice, les comptes de l'année écoulée et le budget de l'Association pour l'année suivante.

Compte tenu des prévisions budgétaires, le montant de la cotisation annuelle à charges des Membres et des adhérents est fixé par l'Assemblée générale suivant les modalités fixées au Règlement d'Ordre intérieur.

L'Assemblée générale, sur proposition du Conseil d'Administration, peut décider de règles spécifiques pour la collecte de contributions visant à financer des projets spécifiques au travers de l'Association.

Le montant de la cotisation annuelle mise à charge d'un Membre ne pourra pas dépasser EUR 5.000.000,- (cinq millions d'euros). Le montant de la cotisation annuelle mise à charge d'un adhérent ne pourra pas dépasser EUR 1.500.000,- (un million cinq cent mille euros).

Art. 12. Langues de travail. Les langues de travail de l'Association sont le français et l'anglais.

Art. 13. Dissolution. Sans préjudice des articles 18 et 19 de la Loi telle que modifiée, l'Association peut être dissoute à tout moment par résolution de l'Assemblée Générale adoptée à la majorité des quatre cinquièmes des votes présents ou représentés à la réunion.

En cas de dissolution de l'Association pour quelque raison que ce soit, la liquidation sera confiée à un ou plusieurs liquidateurs sur la base soit d'une résolution de l'Assemblée Générale soit, en l'absence d'une telle résolution, d'une décision judiciaire.

En cas de dissolution volontaire ou judiciaire, pour quelque raison et à quelque moment que ce soit, le liquidateur devra acquitter les dettes de l'Association avec les actifs disponibles, et la répartition des actifs restants sera déterminée par l'Assemblée Générale ou, en son absence, par les liquidateurs. Les actifs devront être dans tous les cas attribués à des fins désintéressées, conformément aux articles 22 à 25 de la Loi. En aucun cas, les Membres, ni les adhérents, à titre individuel ou collectif, n'auront droit à tout ou partie des actifs de l'Association.

Art. 14. Loi applicable. Pour tout ce qui n'est pas prévu par les présents Statuts il est fait référence à la Loi.»

Art. 15. Dispositions générales. L'Association, qui est dénuée de tout esprit de lucre, poursuit un but principalement scientifique.

Aucun Membre ou autre adhérent n'a un droit de propriété ou un intérêt bénéficiaire dans les revenus ou les actifs de l'Associations.

Tous les revenus de l'Associations, de quelque nature qu'ils soient, sont destinés aux objectifs de l'Association. Sous aucun prétexte, y compris lors de la dissolution de l'Association, aucun revenu ou actif de l'Association ne peut être appliqué à l'intérêt individuel d'un Membre ou d'un autre adhérent. En cas de dissolution de l'Association, la destination de ses revenus ou ses actifs sera réglée suivant les dispositions de l'article 13 des présents Statuts.

Les mandats octroyés par l'Association sont assumés à titre gracieux. Aucun administrateur, représentant ou mandataire, autres que les personnes liées à l'Association par un contrat de travail, ne pourra bénéficier d'une rémunération ou autre avantage de quelque nature que ce soit, à titre personnel ou au titre de l'organisation à laquelle il ou elle appartient.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: J. JIMENEZ, R. BERGSTRÖM, M-C. PICKAERT et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C 1, le 9 juin 2015. 1LAC / 2015 / 17778. Reçu douze euros € 12,-

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 15 juin 2015.

Référence de publication: 2015147035/299.

(150160783) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.

CSSD Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 123.694.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015146973/9.

(150160594) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.

DC Equipment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8814 Bigonville, 19, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 92.058.

Les comptes annuels du 01/01/2014 au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015146976/10.

(150160831) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.

D'co S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1741 Luxembourg, 81-83, rue de Hollerich.

R.C.S. Luxembourg B 102.708.

Le siège social de la société D'co S.à r.l. est sis à L-1741 Luxembourg, 81-83, rue de Hollerich.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.

G.T. Experts Comptables S.à r.l.

Luxembourg

Référence de publication: 2015146977/12.

(150161037) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.

Hasa Invest S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 175.293.

L'an deux mille quinze.

Le vingt-cinq août.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme HASA INVEST S.A., SPF, avec siège social à L-1840 Luxembourg, 40, Boulevard Joseph II, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 175.293,

au capital social de huit cent cinquante mille Euros (EUR 850.000.-), représenté par mille (1.000) actions sans désignation de valeur nominale, entièrement libérées.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Annette SCHROEDER, employée privée, demeurant professionnellement à L-1840 Luxembourg, 40, Boulevard Joseph II,

qui désigne comme secrétaire Madame Peggy SIMON, employée, demeurant professionnellement à L-6475 Echternach, 9, Rabatt,

et l'assemblée choisit comme scrutateur Madame Annette SCHROEDER, prénommée.

Le Bureau étant ainsi constitué, la Présidente expose et prie le notaire d'acter que:

L'ordre du jour de l'assemblée est conçu comme suit:

1.- a) Augmentation du capital social à concurrence du montant de VINGT-NEUF MILLIONS SEPT CENT CINQUANTE MILLE EUROS (EUR 29.750.000.-) pour le porter de son montant actuel de HUIT CENT CINQUANTE MILLE EUROS (EUR 850.000.-) au montant de TRENTE MILLIONS SIX CENT MILLE EUROS (EUR 30.600.000.-) par la création de trente-cinq mille (35.000) actions nouvelles sans désignation de valeur nominale, ayant les mêmes droits et obligations que les actions existantes.

b) Souscription et libération des actions nouvelles par l'actionnaire unique, et libération de ces actions moyennant un versement en numéraire du montant de VINGT-NEUF MILLIONS SEPT CENT CINQUANTE MILLE EUROS (EUR 29.750.000.-).

2.- Modification du premier alinéa de l'article 5 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

" **Art. 5. (alinéa 1^{er})**. Le capital social est fixé à TRENTE MILLIONS SIX CENT MILLE EUROS (EUR 30.600.000.-), représenté par trente-six mille (36.000) actions sans désignation de valeur nominale."

3.- Divers.

II. Il a été établi une liste de présence, renseignant les actionnaires présents et représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle, après avoir été signée par les actionnaires ou leurs mandataires et par les membres du Bureau, sera enregistrée avec le présent acte ensemble avec les procurations paraphées «ne varietur» par les mandataires.

III. Il résulte de la liste de présence que toutes les actions sont présentes ou représentées à l'assemblée. Dès lors l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour, dont les actionnaires ont pris connaissance avant la présente assemblée.

IV. Après délibération, l'assemblée prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

a) L'assemblée générale décide d'augmenter le capital social à concurrence du montant de VINGT-NEUF MILLIONS SEPT CENT CINQUANTE MILLE EUROS (EUR 29.750.000.-) pour le porter de son montant actuel de HUIT CENT CINQUANTE MILLE EUROS (EUR 850.000.-) au montant de TRENTE MILLIONS SIX CENT MILLE EUROS (EUR 30.600.000.-) par la création de trente-cinq mille (35.000) actions nouvelles sans désignation de valeur nominale, ayant les mêmes droits et obligations que les actions existantes.

b) SOUSCRIPTION - LIBERATION

Toutes les trente-cinq mille (35.000) actions nouvelles ont été souscrites et libérées par l'actionnaire unique moyennant un versement en numéraire du montant de VINGT-NEUF MILLIONS SEPT CENT CINQUANTE MILLE EUROS (EUR 29.750.000.-).

Le montant de VINGT-NEUF MILLIONS SEPT CENT CINQUANTE MILLE EUROS (EUR 29.750.000.-) se trouve à la libre disposition de la société, ce dont il a été justifié au notaire instrumentant par la représentation des pièces justificatives de libération.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de modifier le premier alinéa de l'article 5 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

" **Art. 5. (alinéa 1^{er})**. Le capital social est fixé à TRENTE MILLIONS SIX CENT MILLE EUROS (EUR 30.600.000.-), représenté par trente-six mille (36.000) actions sans désignation de valeur nominale."

Troisième résolution

L'assemblée décide de modifier le registre des actionnaires de la Société afin de refléter les changements ci-dessus et donne pouvoir et autorité à tout administrateur de la Société, avec tous pouvoirs de substitution, afin de procéder au nom et pour le compte de la Société, à l'inscription au registre des actionnaires de la Société (y compris, afin d'éviter tout doute, la signature dudit registre) des changements mentionnés dans les résolutions ci-dessus.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées aux articles 26 et 32-1 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Bertrange, date qu'en tête des présentes.

Et lecture faite aux personnes comparantes, toutes connues du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, lesdites personnes ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: A. SCHROEDER, P. SIMON, Henri BECK.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 26 août 2015. Relation: GAC/2015/7297. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 2 septembre 2015.

Référence de publication: 2015147720/77.

(150161654) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2015.

LER III UK Co-Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 154.923.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-eighth of July.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, acting in replacement of Maître Jean-Joseph WAGNER, notary, residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg, who will remain depositary of the present original deed.

THERE APPEARED

1. LUKSS I Holdings S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 155144, having its registered office at 41, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

here represented by Mrs. Nadia WEYRICH, employee, professionally residing in Belvaux, by virtue of a proxy, given under private seal, and

2. LER III UK Holdings, a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 154715, having its registered office at 41, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

here represented by Mrs. Nadia WEYRICH, previously named, by virtue of a proxy, given under private seal.

The said proxies, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing parties and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties are all the shareholders, representing the entire share capital of LER III UK Co-Investment S.à r.l. (hereinafter the "Company"), a société à responsabilité limitée, having its registered office at 41, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 154923, incorporated pursuant to a deed of Maître Carlo WERSANDT, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, acting in replacement of Maître Jean-Joseph WAGNER, notary, residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg, on August 5, 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 2055 on October 1st, 2010. The articles of association were amended for the last time pursuant to a deed of Maître Francis Kessler, notary residing in Esch/Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, dated March 4, 2011 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 2072 on September 6, 2011.

The appearing parties representing the entire share capital declare having waived any notice requirement, the general meeting of shareholders is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the following agenda:

Agenda

1. Reduction of the share capital of the Company by an amount of four hundred eighty-seven thousand five hundred pounds sterling (GBP 487,500) in order to reduce it from its present amount of five hundred twelve thousand five hundred pounds sterling (GBP 512,500) to twenty-five thousand pounds sterling (GBP 25,000) by cancellation of four hundred eighty-seven thousand five hundred (487,500) shares, having a nominal value of one pound sterling (GBP 1) each;

2. Reduction of the legal reserve account by an amount of forty-eight thousand seven hundred fifty (GBP 48,750) in order to reduce it from its present amount of fifty-one thousand two hundred fifty (GBP 51,250) down to two thousand five hundred pounds sterling (GBP 2,500);

3. Amendment of article 5 of the Company's articles of association;

4. Miscellaneous.

Having duly considered each item on the agenda, the general meeting of shareholders unanimously takes, and requires the notary to enact, the following resolutions:

First resolution

The general meeting of shareholders, having reviewed the interim financial statements of the Company, resolves to reduce the share capital of the Company by an amount of four hundred eighty-seven thousand five hundred (GBP 487,500) in order to reduce it from its present amount of five hundred twelve thousand five hundred pounds sterling (GBP 512,500) to twenty-five thousand pounds sterling (GBP 25,000) by cancellation of four hundred eighty-seven thousand five hundred (487,500) shares having a nominal value of one pound sterling (GBP 1 each).

As a consequence of the cancellation of the shares, the shareholders shall receive an amount corresponding to the nominal value of the shares cancelled which they held in the following allocation:

- an amount of one hundred ninety-five thousand pounds sterling (GBP 195,000) corresponding to one hundred ninety-five thousand (195,000) shares, having a nominal value of one pound sterling (GBP 1), held by LUKSS I Holdings S.à r.l.; and

- an amount of two hundred ninety-two thousand five hundred pounds sterling (GBP 292,500) corresponding to two hundred ninety-two thousand five hundred (292,500) shares, having a nominal value of one pound sterling (GBP 1), held by LER III UK Holdings.

In the light of the foregoing, the share capital of the Company is now held as follows:

- ten thousand (10,000) class B shares held by LUKSS I Holdings S.à r.l., aforementioned; and
- fifteen thousand (15,000) class A shares held by LER III UK Holdings, aforementioned.

Second resolution

The general meeting of shareholders resolves to reduce the legal reserve account by an amount of forty-eight thousand seven hundred fifty (GBP 48,750) in order to reduce it from its present amount of fifty-one thousand two hundred fifty (GBP 51,250) down to the threshold of ten percent of the new share capital amounting to two thousand five hundred pounds sterling (GBP 2,500).

Third resolution

As a consequence of the preceding resolution, the general meeting of shareholders decides to amend article 5 of the articles of association of the Company which shall be enforced and now reads as follows:

“ **Art. 5.** The Company's share capital is set at twenty-five thousand pounds sterling (GBP 25,000) represented by fifteen thousand (15,000) class A Shares (the holders thereof being referred to as A Partners) and ten thousand (10,000) class B Shares (the holders thereof being referred to as B Partners), all with a par value of one pound sterling (GBP 1) each.”

Costs and Expenses

The costs, expenses, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of this deed are estimated at two thousand euro.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, this deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing parties and in case of discrepancy between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le vingt-huit juillet.

Par-devant nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg, lequel dernier nommé restera dépositaire de la présente minute.

Ont comparu:

1. LUKSS I Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie selon les lois du Luxembourg, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 148.332, ayant son siège social au 41, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

ici représentée par Madame Nadia WEYRICH, employée privée, résidant professionnellement à Belvaux, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

2. LER III UK Holdings, une société à responsabilité limitée régie selon les lois du Luxembourg, en cours d'enregistrement au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, ayant son siège social au 41, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

ici représentée par Madame Nadia WEYRICH, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Les procurations, paraphées ne varietur par la mandataire de la comparante et par le notaire, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités d'enregistrement.

Les comparantes sont les associés de LER III UK Co-Investment S.à r.l. (ci-après la “Société”), une société à responsabilité limitée, ayant son siège social 41, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro 154923, constituée selon acte reçu par Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 5 août 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 2055 en date du 1^{er} octobre 2010. Les statuts ont été modifiés la dernière fois suivant acte reçu par Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch/Alzette, Grand-

Duché de Luxembourg, en date du 4 mars 2011 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 2075, en date du 6 septembre 2011.

Les comparantes représentant l'intégralité du capital social déclarent avoir renoncé à toute formalité de convocation. L'assemblée générale des associés est ainsi régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points figurant à l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Réduction du capital social de la Société d'un montant de quatre-vingt-sept mille cinq cents livres sterling (GBP 487.500) afin de le réduire de son montant actuel de cinq cent douze mille cinq cents livres sterling (GBP 512.500) jusqu'à vingt-cinq mille livres sterling (GBP 25.000) par l'annulation de quatre-vingt-sept mille cinq cents (487.500) parts sociales d'une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1) chacune;

2. Réduction du compte de réserve légale de la Société d'un montant de quarante-huit mille sept cent cinquante livres sterling (GBP 48.750) afin de le réduire de son montant actuel de cinquante-et-un mille deux cent cinquante livres sterling (GBP 51.250) jusqu'à deux mille cinq cent livres sterling (GBP 2.500);

3. Modification de l'article 5 des statuts de la Société;

4. Divers.

Après avoir dûment examiné chaque point figurant à l'ordre du jour, l'assemblée générale des associés adopte à l'unanimité, et requiert le notaire instrumentant d'acter, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale des associés, après avoir examiné les comptes intermédiaires de la Société, décide de réduire le capital social de la Société d'un montant de quatre-vingt-sept mille cinq cents livres sterling (GBP 487.500) afin de le réduire de son montant actuel de cinq cent douze mille cinq cents livres sterling (GBP 512.500) jusqu'à vingt-cinq mille livres sterling (GBP 25.000) par l'annulation de quatre-vingt-sept mille cinq cents (487.500) parts sociales d'une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1) chacune.

En conséquence de l'annulation des parts sociales, les associés reçoivent un montant correspondant à la valeur nominale des parts sociales annulées qu'ils détenaient dans la proportion suivante:

- un montant de cent quatre-vingt-quinze mille livres sterling (GBP 195.000) correspondant à cent quatre-vingt-quinze mille (195.000) parts sociales d'une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1), détenues par LUKSS I Holdings S.à r.l.; et

- un montant de deux cent quatre-vingt-douze mille cinq cents livres sterling (GBP 292.500) correspondant à deux cent quatre-vingt-douze mille cinq cents (292.500) parts sociales d'une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1), détenues par LER III UK Holdings.

Au vu de ce qui précède, le capital social de la Société est désormais réparti comme suit:

- dix mille (10.000) parts sociales de catégorie B détenues par LUKSS I Holdings S.à r.l., susmentionné; et

- quinze mille (15.000) parts sociales de catégorie A détenues par LER III UK Holdings, susmentionné.

Deuxième résolution

L'assemblée générale des associés décide de réduire le compte de réserve légale de la Société d'un montant de quarante-huit mille sept cent cinquante livres sterling (GBP 48.750) afin de le réduire de son montant actuel de cinquante-et-un mille deux cent cinquante livres sterling (GBP 51.250) jusqu'à deux mille cinq cent livres sterling (GBP 2.500).

Troisième résolution

En conséquence de la résolution qui précède, l'assemblée générale des associés décide de modifier l'article 5 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital social de la Société est fixé à vingt-cinq mille livres sterling (GBP 25.000), représenté par quinze mille (15.000) parts sociales de catégorie A (les détenteurs des dites parts ci-après dénommés Associés de Catégorie A) d'une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1) chacune et dix mille (10.000) parts sociales de catégorie B (les détenteurs des dites parts ci-après dénommés Associés de Catégorie B) d'une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1).»

Frais et Dépenses

Le montant des frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature qui incombe à la Société en raison de cet acte est évalué à environ deux mille euros.

Dont acte, passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; et qu'à la demande de la même comparante et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu au mandataire de la comparante connue du notaire instrumentant par nom, prénom, et résidence, ledit mandataire des comparantes a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: N. WEYRICH, M. SCHAEFFER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 4 août 2015. Relation: EAC/2015/18248. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).
Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2015147194/164.

(150161250) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.

Deutsche Post Zahlungsdienste GmbH Niederlassung Luxemburg, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-5326 Contern, 11A, rue Edmond Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 157.461.

Der ständige Vertreter der Niederlassung, Herr Heinz Frankowski, geboren am 14.07.1956 in Danzig (Polen), Geschäftsanschrift: Fritz-Schäffer-Str. 7-9, D-53113 Bonn (Deutschland), wurde durch Gesellschafterbeschluss der Deutsche Post Zahlungsdienste GmbH vom 15. Juli 2015 aus dieser Funktion abberufen.

Herr Markus Schwamborn, geboren am 08.07.1980 in Engetskirchen (Deutschland), wohnhaft in D-50968 Köln (Deutschland), Goltsteinstraße 89, und

Herr Mathias Adamek, geboren am 20.08.1976 in Krefeld (Deutschland), wohnhaft in D-53639 Königswinter (Deutschland), Strücker Weg 15,

wurden durch Gesellschafterbeschluss der Deutsche Post Zahlungsdienste GmbH vom 15. Juli 2015 zu ständigen Vertretern der Niederlassung ernannt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Für die Gesellschaft

Der Bevollmächtigte

Référence de publication: 2015146979/19.

(150161195) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.

**Clickbus Turkey S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Digital Services L (GP) S.à r.l.).**

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 194.444.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-first day of August,
before us, Maître Cosita DELVAUX, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

1. Clickbus Holding II S.C.Sp., a special limited partnership (société en commandite spéciale) incorporated and existing under the laws of Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 182422, having its registered address at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, represented by its general partner Clickbus (GP) S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 183.176, having its registered office at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg,

being the holder of eight thousand one hundred twenty-five (8,125) shares,

here represented by Mrs Magdalena Staniczek, private employee, professionally residing in Senningerberg, by virtue of a proxy, given in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 20 August 2015;

2. Bambino 53. V V UG (haftungsbeschränkt), a limited liability company under the laws of Germany with its statutory seat in Berlin, Germany, registered at the commercial register (Handelsregister) of the local court (Amtsgericht) of Charlottenburg, Germany, under no. HRB 126893 B, having its business address at Johannisstraße 20, 10117 Berlin, Germany,

being the holder of one thousand two hundred fifty (1,250) shares,

here represented by Mrs Magdalena Staniczek, private employee, professionally residing in Senningerberg, by virtue of a proxy, given in Berlin, Germany, on 20 August 2015; and

3. EDM Luxembourg Holding S.à r.l., a société à responsabilité limitée under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in the process of registration with the Luxembourg Trade and Companies' Register and having its business address at 48, boulevard Grand-Duchess Charlotte, L-1330 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg ("EDM"),

being the holder of three thousand one hundred twenty-five (3,125) shares,

here represented by Mrs Magdalena Staniczek, private employee, professionally residing in Senningerberg, by virtue of a proxy, given in Istanbul, Turkey, on 20 August 2015.

The said proxies, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing parties and the notary will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing parties are all the shareholders of Digital Services L (GP) S.à r.l. (the “Company”), a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies’ Register under number B 194.444, incorporated pursuant to a deed of the notary Cosita Delvaux, on 23 January 2015, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 776 dated 20 March 2015. The articles of association have not been amended since.

The appearing parties representing the entire share capital declare having waived any notice requirement, the general meeting of the shareholders is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the following agenda:

Agenda

1. Amendment of the name of the Company from “Digital Services L (GP) S.à r.l.” to “Clickbus Turkey S.à r.l.”, and subsequently amendment of article one (1) of the articles of association of the Company so that it shall henceforth read as follows:

“ **Art. 1. Name.** There exists a private limited company (société à responsabilité limitée) under the name Clickbus Turkey S.à r.l. (hereinafter the “Company”) which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the “Law”), as well as by the present articles of association.”

2. Amendment of the purpose of the Company, and subsequently amendment of article two (2) of the articles of association of the Company so that it shall henceforth read as follows:

“ **Art. 2. Purpose.**

2.1 The object of the Company is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio in view of its realization by sale, exchange or otherwise.

2.2 The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

2.3 The Company may, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

2.4 The purpose of the Company is also (i) the acquisition by purchase, registration or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of intellectual and industrial property rights, (ii) the granting of license on such intellectual and industrial property rights, and (iii) the holding and the management of intellectual and industrial property rights.

2.5 The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes.”

3. Full restatement of the articles of association of the Company so that they shall henceforth read as follows:

“**A. Name - Purpose - Duration - Registered office**

Art. 1. Name. There exists a private limited company (société à responsabilité limitée) under the name Clickbus Turkey S.à r.l. (hereinafter the “Company”) which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the “Law”), as well as by the present articles of association.

Art. 2. Purpose.

2.1 The object of the Company is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio in view of its realization by sale, exchange or otherwise.

2.2 The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

2.3 The Company may, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

2.4 The purpose of the Company is also (i) the acquisition by purchase, registration or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of intellectual and industrial property rights, (ii) the granting of license on such intellectual and industrial property rights, and (iii) the holding and the management of intellectual and industrial property rights.

2.5 The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 4. Registered Office.

4.1 The registered office of the Company is established in Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by decision of the board of managers. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by resolution of the shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the board of managers.

4.4 In the event that the board of managers determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

B. Share capital - Shares**Art. 5. Share Capital.**

5.1 The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.00), represented by twelve thousand five hundred (12,500) common shares, with a nominal value of one euro (EUR 1.00) each.

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by these articles of association or by the Law.

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 6. Shares.

6.1 The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same nominal value.

6.2 The shares of the Company are in registered form.

6.3 The Company may have one or several shareholders, with a maximum of forty (40) shareholders.

6.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

6.5 The Company may accept contributions without issuing shares or other securities in consideration and may allocate such contributions to one or more distributable reserves. Decisions as to the use of any such distributable reserves are to be taken by the shareholder(s) or the manager(s) as the case may be, subject to the Law and these articles of association.

Art. 7. Register of shares - Transfer of shares.

7.1 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Certificates of such registration may be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

7.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

7.3 The shares are freely transferable among shareholders.

7.4 Inter vivos, the shares may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the shareholders at a majority of three quarters of the share capital (a "Super Majority") and subject to the provisions of any shareholders' agreement between the shareholders, if any, in particular, any rights of first refusal, rights of preemption or tag-along rights or drag-along rights contained in any shareholders' agreement between the shareholders. To the extent that such approval has been granted, an additional consent to the transfer of shares is not required:

7.4.1 in any case of a transfer, assignment or any other disposal of shares by the shareholder Clickbus Holding II S.C.Sp. ("Clickbus Holding II") and the shareholder EDM Luxembourg Holding S.à r.l. ("New Shareholder", jointly with Clickbus Holding II the "Investors" and each also an "Investor") to a company (x) which is directly or indirectly Controlling, Controlled by or under common Control with (i) this Investor or (ii) by one or more direct or indirect shareholders of the respective Investor (each a "Controlled Company"), whereas "Control" or "Controlled" or "Controlling" shall mean the direct or indirect domination of the company by way of (a) managing the company as managing shareholder or partner, (b) holding the majority of shares or (c) holding the majority of voting rights by means of a contractual voting pool, or (d) the unilateral ability to cause, directly or indirectly, the direction of the management and policies of a person, whether through the ownership of voting securities or otherwise, or (y) in which the respective Investor or one or more shareholders of such Investor has a direct or indirect majority shareholding (such company an "Affiliate");

7.4.2 in case of a transfer, assignment or any other disposal of shares (i) to a party acquiring shares under a simplified employee participation or (ii) to the Company and/or any Investor pursuant to a call-option under a vesting scheme;

7.4.3 in case of any transfer, assignment or any other disposal of shares within the framework of transformation procedures pursuant to the transformation law of Luxembourg, in particular (but without limitation) a merger of the Company, if the shareholders of the Company hold more than 50% in any surviving legal entity after such transformation procedure.

7.5 In the cases provided for in Article 7.4.1 through 7.4.3 above, no duties to offer for sale apply, nor do any rights of first refusal, rights of pre-emption or tag-along rights or drag-along rights in favour of other shareholders apply.

7.6 Any transfer, assignment or any other disposal of shares shall become effective towards the Company and third parties through the notification of the transfer, assignment or any other disposal to, or upon the acceptance of the transfer, assignment or any other disposal by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

7.7 In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by a Super Majority (which, for these purposes, shall exclude the shares of the deceased shareholder). Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse or any other legal heir of the deceased shareholder.

Art. 8. Redemption of Shares.

8.1 The Company may redeem its own shares. The voting rights of any of its shares held by the Company are suspended, for as long as they are held by the Company.

8.2 Shares of a shareholder may be redeemed without such shareholder's consent, if:

8.2.1 insolvency proceedings are opened over the assets of the shareholder or the opening of insolvency proceedings is rejected for lack of assets;

8.2.2 the share of a shareholder is seized or enforcement proceedings are otherwise initiated against such share and such enforcement proceedings are not finally closed within two (2) months.

Upon receipt by such shareholder of the declaration of redemption sent by the board of managers, the shares shall automatically be redeemed without any further action being required. The present articles together with the declaration of redemption constitute together a valid instrument in writing for the purposes of article 190 of the Law and the Company hereby acknowledges and accepts the transfer of the shares in such case and undertakes to register the transfer in its share register and to proceed with the relevant filings required by law.

8.3 If the share is held by several persons, it is sufficient that the ground for redemption exists with respect to one person; independently of this, several jointly entitled persons can only exercise the shareholders' rights in a uniform way through one jointly entitled person to be appointed for this purpose without undue delay after the joint entitlement arises.

8.4 The board of managers may declare a redemption. The redemption declaration takes effect upon receipt of the declaration by the shareholder concerned and if a respective shareholders' resolution is adopted (except in case of Article 8.2 of these articles of association, in which no declaration by the shareholder concerned and no respective shareholders' resolution is required).

Art. 9. Compensation for Redemption.

9.1 Redemption is made against compensation.

9.2 The compensation consists of a total amount equal to the market value of the redeemed shares. The effective date is the date before the redemption resolution.

9.3 The compensation for redemption shall be due and payable immediately upon redemption of the shares.

9.4 The withdrawing shareholder shall not be entitled to request the Company to provide security for outstanding amounts including interest.

9.5 In the event of dispute regarding the amount of the payable redemption compensation this is to determine by an auditor as expert arbitrator who shall jointly be appointed by the shareholders. If no agreement is reached the expert arbitrator shall be selected by the President of the Tribunal d'Arrondissement upon request of a shareholder or of the Company. The decision of the expert arbitrator shall be binding. The costs of the expert opinion shall be borne by the Company and the requesting shareholder in equal parts, the part allocated to such shareholder shall be set off with the redemption price and the redemption price shall be reduced accordingly. The shareholder shall bear the remaining costs in case the redemption price does not cover the costs allocated to the shareholder for the expert opinion.

Art. 10. Request of Assignment in lieu of Redemption.

10.1 The Company may decide that, in lieu of redemption, the shareholder concerned shall transfer the shares to a person named by the Company (including another shareholder of the Company), including also partial redemption or partial assignment of the shares to the Company or to a person named by the Company.

10.2 This Article 10 applies with the proviso that the compensation, as provided for in Article 9 of these articles of association, for the shares to be assigned is owed by the person acquiring the shares and that the Company shall be liable like a guarantor.

C. Decisions of the shareholders

Art. 11. Collective decisions of the shareholders.

11.1 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.

11.2 Each shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns.

11.3 In case and as long as the Company has not more than twenty-five (25) shareholders, collective decisions otherwise conferred on the general meeting of shareholders may be validly taken by means of written resolutions. In such case, each shareholder shall receive the text of the resolutions or decisions to be taken expressly worded and shall cast his vote in writing.

11.4 In the case of a sole shareholder, such shareholder shall exercise the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the Law and by these articles of association. In such case, any reference made herein to the “general meeting of shareholders” shall be construed as a reference to the sole shareholder, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

Art. 12. General meetings of shareholders.

12.1 In case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, at least one general meeting of shareholders shall be held within six (6) months of the end of each financial year in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the convening notice of such meeting. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of meeting. If all of the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived any convening requirement, the meeting may be held without prior notice or publication.

12.2 Meetings of shareholders may be held at the registered office of the Company or at such place and time as may be specified in the respective convening notices of meeting.

12.3 The shareholders’ meeting is called by registered letter (registered personal delivery, registered delivery or registered letter with confirmation of receipt) to each shareholder, stating the place, date, time and agenda, with a period of notice of at least four (4) weeks for ordinary shareholders’ meetings and at least two (2) weeks for extraordinary shareholders’ meetings. The period of notice begins to run on the day following postage. The day of the shareholders’ meeting is not counted in the calculation of the period of notice.

12.4 If all shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived convening requirements, the meeting may be held without prior notice.

12.5 Each shareholder is entitled to be accompanied or represented at the shareholders’ meeting by another shareholder authorised by a written power of attorney or by a lawyer, tax advisor or auditor under a professional duty of confidentiality.

12.6 Unless a notarial record is made of the negotiations of the shareholders’ meeting, a written record must be made concerning the course of the meeting (for purposes of proof, not as a precondition of validity), which must state the place and date of the meeting, the participants, the items on the agenda, the main content of the negotiations and the shareholders’ resolutions. The written record must be signed by all shareholders present or represented in the shareholders’ meeting (for purposes of proof, not as a precondition of validity). Each shareholder must be sent a copy of the written record.

12.7 For as long as New Shareholder shall remain a shareholder of the Company, Article 20.9 of these articles of association and this article can only be amended in accordance with Article 15 if New Shareholder consents thereto.

Art. 13. Quorum and vote.

13.1 Each shareholder is entitled to as many votes as he holds shares.

13.2 Save for a higher majority provided in these articles of association or by law, collective decisions of the Company’s shareholders are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders holding more than half of the share capital. If this majority is not reached in a first meeting or proposed written resolution, the shareholders may be convened a second time with the same agenda or receive such proposed written resolution a second time by registered letter, decisions are validly adopted in so far as they are adopted by a majority of the votes validly cast whichever is the fraction of the share capital represented.

Art. 14. Change of nationality. The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

Art. 15. Amendments of articles of association. Any amendment of these articles of association requires the approval of (i) a majority in number of shareholders (ii) who also constitute a Super Majority.

D. Board of managers - Advisory board

Art. 16. Powers of the sole manager - Composition and powers of the board of managers.

16.1 The Company shall be managed by one or several managers. If the Company has several managers, the managers form a board of managers.

16.2 If the Company is managed by one manager, to the extent applicable and where the term “sole manager” is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the “board of managers” used in these articles of association is to be construed as a reference to the “sole manager”.

16.3 The board of managers is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfill the Company’s corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

Art. 17. Election, removal and term of office of managers.

17.1 The manager(s) shall be elected by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office.

17.2 The managers shall be elected and may be removed from office at any time, with or without cause.

17.3 The general meeting of shareholders may decide to appoint managers of two (2) different classes, being class A managers and class B managers. Any such classification of managers shall be duly recorded in the minutes of the relevant shareholders resolutions and the managers be identified with respect to the class they belong.

Art. 18. Vacancy in the office of a manager.

18.1 In the event of a vacancy in the office of a manager because of death, legal incapacity, bankruptcy, resignation or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced manager by the remaining managers until the next meeting of shareholders which shall resolve on the permanent appointment, in compliance with the applicable legal provisions.

18.2 In case the vacancy occurs in the office of the Company’s sole manager, such vacancy must be filled without undue delay by the general meeting of shareholders.

Art. 19. Convening meetings of the board of managers.

19.1 The board of managers shall meet upon call by any manager. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

19.2 Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers at least twenty-four (24) hours in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers which has been communicated to all managers.

19.3 No prior notice shall be required in case all managers are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of managers.

Art. 20. Meetings of the board of managers.

20.1 The board of managers may elect among its members a chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

20.2 The chairman, if any, shall chair all meetings of the board of managers. In his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority of managers present or represented at any such meeting.

20.3 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another manager as his proxy either in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A manager may represent one or more but not all of the other managers.

20.4 Meetings of the board of managers may also be held by conference-call or video conference or by any other means of communication, allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

20.5 The board of managers may deliberate or act validly only if at least a majority of the managers are present or represented at a meeting of the board of managers.

20.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. The chairman, if any, shall not have a casting vote. In the event however the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) any resolutions of the board of managers may only be validly taken if approved by the majority of managers including at least one class A and one class B manager (which may be represented).

20.7 The board of managers may unanimously pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each manager may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

20.8 The managers shall require the consent of the Advisory Board (as defined below) for the legal transactions and measures specified below. No consent is required if such legal transactions and measures have been precisely defined and have in advance been approved by an adopted budget with the consent of the Advisory Board (as defined below):

20.8.1 any reduction of share capital;

20.8.2 assumption of sureties, guarantees or similar liabilities in excess of an amount of five hundred thousand euros (EUR 500,000.00) in aggregate;

20.8.3 future transactions concerning currencies, securities and exchange-traded goods and rights as well as other transactions with derivative financial instruments;

20.8.4 institution and termination of legal disputes, in particular, arbitration proceedings involving a judicial amount in controversy of more than five hundred thousand euros (EUR 500,000.00) in the individual case;

20.8.5 sale or disposal of all or a substantial portion of the material assets of the Company or its direct or indirect Turkish subsidiaries.

20.9 The managers shall require the consent of the Advisory Board (as defined below) including the positive vote by the New Shareholder Member (as defined below) for the legal transactions and measures specified below. No consent is required if such legal transactions and measures have been precisely defined and have in advance been approved by an adopted budget with the consent of the Advisory Board (as defined below):

20.9.1 Making, declaration or payment of any dividend or distribution of profits;

20.9.2 Dissolution of the Company pursuant to Article 3.2 of these articles of association unless such dissolution is required by law (e.g. insolvency);

20.9.3 Obtaining loans or credit facilities from a third party in the excess of one hundred thousand Euros (EUR 100,000) in each case (the "Obtained Loan");

20.9.4 Assignment and transfer of outstanding debts owed to the Company in the excess of one hundred thousand Euros (EUR 100,000) in each case;

20.9.5 Any transferring by sale or otherwise of any intellectual property rights, licenses, domain names and/or any other assets held by the Company unless it is an arm's length transaction;

20.9.6 Any material change in the nature or scope of the business of the Company.

Art. 21. Minutes of the meeting of the board of managers; Minutes of the decisions of the sole manager.

21.1 The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman, if any, or in his absence by the chairman pro tempore, and the secretary (if any), or by any two (2) managers. In the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers), such minutes shall be signed by one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation). Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, if any, or by any two (2) managers. In the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers), such copies or excerpts shall be signed by one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation).

21.2 Decisions of the sole manager shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole manager. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the sole manager.

Art. 22. Dealing with third parties. The Company shall be bound towards third parties in all circumstances (i) by the signature of the sole manager, or, if the Company has several managers, by the joint signature of any two (2) managers; in the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A manager and class B manager), the Company will only be validly bound by the joint signature of at least one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation) or (ii) by the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power may have been delegated by the board of managers within the limits of such delegation.

Art. 23. Advisory board.

23.1 The Company shall have an advisory board ("Advisory Board"). It shall consist of three (3) voting members. The shareholders may by way of unanimous shareholders' consent increase or decrease the number of voting members of the Advisory Board.

23.2 The voting members of the Advisory Board shall be nominated, withdrawn or replaced by each member's respective appointing shareholder by written notification towards the Company as follows:

23.2.1 two (2) voting member of the Advisory Board, one having two (2) votes and one having one (1), shall be nominated by Clickbus Holding II in its sole discretion (the "Clickbus Member"); and

23.2.2 one (1) voting member of the Advisory Board, having one (1) vote, shall be nominated by New Shareholder in its sole discretion (the "New Shareholder Member").

23.3 Each member of the Advisory Board may be represented by another member of the Advisory Board or any other representative of the respective party. In this case a written proxy must be presented at the respective Advisory Board

meeting. For this purpose, Clickbus Holding II and New Shareholder are entitled to appoint one substitute member for each Advisory Board member.

23.4 The Advisory Board shall have a chairman and a deputy chairman. The voting member which is nominated by Clickbus Holding II and has two (2) votes shall be the chairman of the Advisory Board. The Advisory Board shall adopt resolutions with the simple majority of votes cast.

23.5 The Advisory Board is not a supervisory board within the meaning of article 60bis-11 et seq. of the Law.

E. Audit and supervision

Art. 24. Auditor(s).

24.1 In case and as long as the Company has more than twenty-five (25) shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several internal auditors (commissaire(s)). The general meeting of shareholders shall appoint the internal auditor(s) and shall determine their term of office.

24.2 An internal auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

24.3 The internal auditor has an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

24.4 If the shareholders of the Company appoint one or more independent auditors (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies' register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of internal auditor(s) is suppressed.

24.5 An independent auditor may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with its approval.

F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends

Art. 25. Financial year. The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

Art. 26. Annual accounts and allocation of profits.

26.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of managers draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

26.2 From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

26.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees with such allocation.

26.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

26.5 Upon recommendation of the board of managers, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's annual net profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

26.6 Distributions shall be made to the shareholders in proportion to the number of shares they hold in the Company.

Art. 27. Interim dividends - Share premium and assimilated premiums.

27.1 The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed shall be allocated where applicable and may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these articles of association do not allow to be distributed.

27.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

G. Liquidation

Art. 28. Liquidation.

28.1 In the event of dissolution of the Company in accordance with Article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realization of the assets and payment of the liabilities of the Company.

28.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders in proportion to the number of shares of the Company held by them.

H. Final clause - Governing law

Art. 29. Governing law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law and any shareholders' agreement which may be entered into from time to time between the shareholders and the

Company, and which may supplement certain provisions of these articles. Where any matter contained in these articles conflicts with the provisions of any shareholders' agreement, such shareholders' agreement shall prevail inter partes and to the extent permitted by Luxembourg law."

4. Subsequently, decision to appoint any manager of the Company, regardless of his category, as well as Mrs. Magdalena Staniczek, each acting individually and with full power of substitution, to subsequently update and sign solely the shareholders register of the Company.

5. Miscellaneous.

Having duly considered each item of the agenda, the general meeting of shareholders unanimously takes the following resolutions:

First resolution

The general meeting of shareholders resolves to amend the name of the Company from "Digital Services L (GP) S.à r.l." to "Clickbus Turkey S.à r.l.", and to subsequently amend article one (1) of the articles of association of the Company which shall henceforth read as set out in the agenda of the present deed.

Second resolution

The general meeting of shareholders resolves to amend the purpose of the Company, and subsequently amend article two (2) of the articles of association of the Company which shall henceforth read as set out in the agenda of the present deed

Third resolution

Inter alia as a result of the foregoing, the general meeting of shareholders decide to fully restate the articles of association of the Company which shall henceforth read as set out in the agenda of the present deed.

Fourth resolution

The general meeting of shareholders hereby appoints any manager of the Company, regardless of his category, as well as Mrs. Magdalena Staniczek, each acting individually and with full power of substitution, to subsequently update and sign solely the shareholders register of the Company.

There being no further business, the meeting is closed.

Costs and expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company are estimated at approximately EUR 2,200.-.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English followed by a German translation; on the request of the same appearing parties and in case of divergence between the English and the German text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am einundzwanzigsten August,
vor uns, Maître Cosita DELVAUX, Notarin mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

SIND ERSCHIENEN:

1. Clickbus Holding II S.C.Sp, eine Gesellschaft (société en commandite spéciale) gegründet und bestehend unter dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister (Registre de Commerce et des Sociétés) unter der Nummer B 182422, mit Sitz in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg, vertreten durch ihren unbeschränkt haftenden Gesellschafter (general partner) Clickbus (GP) S.à r.l., einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) gegründet und bestehend unter dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 183.176, mit Sitz in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg,

Inhaberin von achttausendeinhundertfünfundzwanzig (8.125) Anteilen,
hier vertreten durch Frau Magdalena Staniczek, private employee, geschäftsansässig in Senningerberg,
gemäß einer Vollmacht, ausgestellt in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, vom 20 August 2015;

2. Bambino 53. V V UG (haftungsbeschränkt), eine Unternehmergeellschaft (haftungsbeschränkt) nach deutschem Recht, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Charlottenburg, Deutschland, unter der Nummer HRB 126893 B, mit Sitz in Johannisstraße 20, 10117 Berlin, Deutschland,

Inhaberin von eintausendzweihundertfünfzig (1.250) Anteilen,
hier vertreten durch Frau Magdalena Staniczek, private employee, geschäftsansässig in Senningerberg,

gemäß einer Vollmacht vom 20 August 2015, ausgestellt in Berlin, Deutschland; und

3. EDM Luxembourg Holding S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, deren Eintragung im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister (Registre de Commerce et des Sociétés) noch aussteht, mit Geschäftsadresse in 48, boulevard Grand-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg („EDM“),

Inhaberin von dreitausendeinhundertfünfundzwanzig (3.125) Anteilen,

hier vertreten durch Frau Magdalena Staniczek, private employee, geschäftsansässig in Senningerberg,

gemäß einer Vollmacht vom 20. August 2015, ausgestellt in Istanbul, Türkei.

Besagte Vollmachten, welche von der Bevollmächtigten der erschienenen Parteien und der Notarin ne varietur paraphiert wurden, werden der vorliegenden Urkunde beigelegt, um mit ihr zusammen hinterlegt zu werden.

Die erschienenen Parteien sind alle Gesellschafter der Digital Services L (GP) S.à r.l. (die „Gesellschaft“), einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend unter dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Sitz in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 194.444, gegründet am 23. Januar 2015 gemäß einer Urkunde der Notarin Cosita Delvaux, welche am 20. März 2015 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 776, veröffentlicht wurde. Die Satzung der Gesellschaft wurde seitdem nicht geändert.

Da die erschienenen Parteien das gesamte Gesellschaftskapital vertreten und erklären, auf jegliche Ladungsformalitäten verzichtet zu haben, ist die Gesellschafterversammlung ordnungsgemäß zusammengekommen und kann wirksam über alle Punkte der folgenden Tagesordnung verhandeln:

Tagesordnung

1. Änderung des Namens der Gesellschaft von „Digital Services L (GP) S.à r.l.“ in „Clickbus Turkey S.à r.l.“ und dementsprechende Änderung des Artikels eins (1) der Satzung der Gesellschaft, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„**Art. 1. Name.** Es besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen Clickbus Turkey S.à r.l. (die „Gesellschaft“), welche den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung (das „Gesetz von 1915“) und dieser Satzung unterliegt.“

2. Änderung des Gesellschaftszwecks und dementsprechende Änderung des Artikels zwei (2) der Satzung der Gesellschaft, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„**Art. 2. Zweck der Gesellschaft.**“

2.1 Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen jeglicher Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form der Investition, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise, sowie deren Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form und die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen, im Hinblick auf deren Verwertung durch Verkauf, Tausch oder auf sonstige Art.

2.2 Die Gesellschaft kann des Weiteren für Gesellschaften, in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder welche der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören, Garantien geben, Sicherheiten einräumen, Kredite gewähren oder diese auf jede andere Weise unterstützen.

2.3 Die Gesellschaft kann, außer im Wege eines öffentlichen Angebotes, in jeder Form Gelder aufbringen, insbesondere durch Aufnahme von Darlehen in jeglicher Form oder mittels Ausgabe aller Arten von Anleihen, Wertpapieren oder Schuldtiteln, Schuldverschreibungen, Obligationen und generell jeglicher Form von Schuldscheinen bzw. Wertpapieren.

2.4 Der Zweck der Gesellschaft ist auch (i) der Erwerb durch Kauf, Eintragung oder in jeder anderen Form, sowie die Übertragung durch Verkauf, Tausch oder auf sonstige Art von geistigem Eigentum und gewerblichen Schutzrechten, (ii) die Erteilung von Lizenzen bezüglich solchem geistigen Eigentum und solcher gewerblicher Schutzrechte, und (iii) das Innehaben und die Verwaltung von geistigem Eigentum und gewerblichen Schutzrechten.

2.5 Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten kaufmännischer, gewerblicher, industrieller und finanzieller Natur vornehmen sowie solche, welche das geistige Eigentum betreffen oder im Zusammenhang mit Grundeigentum stehen und die ihr zur Erreichung dieser Zwecke förderlich erscheinen.“

3. Gänzliche Neufassung der Satzung der Gesellschaft, sodass diese nunmehr wie folgt lautet:

„A. Name - Zweck - Dauer - Sitz

Art. 1. Name. Es besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen Clickbus Turkey S.à r.l. (die „Gesellschaft“), welche den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung (das „Gesetz von 1915“) und dieser Satzung unterliegt.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft.

2.1 Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen jeglicher Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form der Investition, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise, sowie deren Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form und die Verwaltung, Kon-

trolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen, im Hinblick auf deren Verwertung durch Verkauf, Tausch oder auf sonstige Art.

2.2 Die Gesellschaft kann des Weiteren für Gesellschaften, in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder welche der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören, Garantien geben, Sicherheiten einräumen, Kredite gewähren oder diese auf jede andere Weise unterstützen.

2.3 Die Gesellschaft kann, außer im Wege eines öffentlichen Angebotes, in jeder Form Gelder aufbringen, insbesondere durch Aufnahme von Darlehen in jeglicher Form oder mittels Ausgabe aller Arten von Anleihen, Wertpapieren oder Schuldtiteln, Schuldverschreibungen, Obligationen und generell jeglicher Form von Schuldscheinen bzw. Wertpapieren.

2.4 Der Zweck der Gesellschaft ist auch (i) der Erwerb durch Kauf, Eintragung oder in jeder anderen Form, sowie die Übertragung durch Verkauf, Tausch oder auf sonstige Art von geistigem Eigentum und gewerblichen Schutzrechten, (ii) die Erteilung von Lizenzen bezüglich solchem geistigen Eigentum und solcher gewerblicher Schutzrechte, und (iii) das Innehaben und die Verwaltung von geistigem Eigentum und gewerblichen Schutzrechten.

2.5 Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten kaufmännischer, gewerblicher, industrieller und finanzieller Natur vornehmen sowie solche, welche das geistige Eigentum betreffen oder im Zusammenhang mit Grundeigentum stehen und die ihr zur Erreichung dieser Zwecke förderlich erscheinen.

Art. 3. Dauer.

3.1 Die Gesellschaft wird für unbegrenzte Dauer gegründet.

3.2 Sie kann jederzeit und ohne Begründung durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung aufgelöst werden, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird.

Art. 4. Sitz.

4.1 Der Sitz der Gesellschaft ist in Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.

4.2 Innerhalb derselben Gemeinde kann der Gesellschaftssitz durch einen Beschluss des Rates der Geschäftsführer verlegt werden. Durch Beschluss der Gesellschafter, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird, kann er in jede andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

4.3 Zweigniederlassungen oder andere Geschäftsstellen können durch Beschluss des Rates der Geschäftsführer im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.

4.4 Sollte der Rat der Geschäftsführer entscheiden, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die gewöhnlichen Aktivitäten der Gesellschaft an ihrem Gesellschaftssitz beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz bis zur endgültigen Beendigung dieser außergewöhnlichen Umstände vorübergehend ins Ausland verlegt werden; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keine Auswirkungen auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz vorübergehender Verlegung des Gesellschaftssitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

B. Gesellschaftskapital - Anteile

Art. 5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500), bestehend aus zwölftausendfünfhundert Stammanteilen mit einem Nominalwert von je einem Euro (1,00).

Die mit den Anteilen verbundenen Rechte und Pflichten sind identisch, es sei denn, es wird in dieser Satzung oder durch das Gesetz von 1915 etwas Gegenteiliges bestimmt.

5.2 Das Gesellschaftskapital kann durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden.

Art. 6. Anteile.

6.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft ist in Anteile mit jeweils dem gleichen Nominalwert aufgeteilt.

6.2 Die Anteile der Gesellschaft sind Namensanteile.

6.3 Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Gesellschafter haben, wobei deren Anzahl vierzig (40) nicht überschreiten darf.

6.4 Die Gesellschaft wird weder durch den Tod, die Geschäftsunfähigkeit, die Auflösung, die Insolvenz oder ein vergleichbares, einen Gesellschafter betreffendes Ereignis, aufgelöst.

6.5 Die Gesellschaft kann Einlagen ohne Ausgabe von Anteilen oder anderen Sicherheiten als Gegenleistung annehmen und diese einer oder mehreren ausschüttbaren Rücklagen zuführen. Entscheidungen bezüglich der Verwendung solcher ausschüttbarer Rücklagen werden gegebenenfalls von dem(den) Gesellschafter(n) oder Geschäftsführer(n) unter Berücksichtigung des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung getroffen.

Art. 7. Anteilsregister - Übertragung von Anteilen.

7.1 Am Sitz der Gesellschaft wird ein Anteilsregister geführt, welches von jedem Gesellschafter eingesehen werden kann. Dieses Anteilsregister enthält alle vom Gesetz von 1915 vorgeschriebenen Informationen. Auf Ersuchen und auf Kosten des betreffenden Gesellschafters kann die Gesellschaft Zertifikate über die Eintragung ausgeben.

7.2 Die Gesellschaft erkennt lediglich einen Inhaber pro Anteil an. Sofern ein Anteil von mehreren Personen gehalten wird, müssen diese eine einzelne Person benennen, welche sie im Verhältnis zur Gesellschaft vertritt. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller Rechte im Zusammenhang mit einem derartigen Anteil auszusetzen, bis eine Person als Vertreter der Inhaber gegenüber der Gesellschaft bezeichnet worden ist.

7.3 Die Anteile sind zwischen den Gesellschaftern frei übertragbar.

7.4 Inter vivos dürfen die Anteile neuen Gesellschaftern nur vorbehaltlich der Zustimmung von Gesellschaftern, die drei Viertel des Gesellschaftskapitals halten (eine „Qualifizierte Mehrheit“) und vorbehaltlich der Bestimmungen von Gesellschaftervereinbarungen zwischen den Gesellschaftern, sofern vorhanden, insbesondere hinsichtlich Vorkaufsrechten, Bezugsrechten oder Mitverkaufsrechten- oder Pflichten aus Gesellschaftervereinbarungen zwischen den Gesellschaftern übertragen werden. Sofern eine solche Zustimmung erteilt wurde, ist eine weitere Zustimmung zur Übertragung von Anteilen nicht erforderlich:

7.4.1 bei einer Übertragung, einer Abtretung oder einer anderen Veräußerung von Anteilen durch den Gesellschafter Clickbus Holding II S.C.Sp. („Clickbus Holding II“) und den Gesellschafter EDM Luxembourg Holding S.à r.l. („Neuer Gesellschafter“, gemeinschaftlich mit Clickbus Holding II die „Investoren“ und jeweils einzeln ein „Investor“) an eine Gesellschaft, (x) welche direkt oder indirekt (i) diesen Investor oder (ii) einen oder mehrere direkte oder indirekte Gesellschafter des betreffenden Investors (jeweils eine „Kontrollierte Gesellschaft“) Kontrolliert, von diesem Kontrolliert Wird, oder unter der gemeinsamen Kontrolle von diesem steht, wobei die Worte „Kontrolle“ oder „Kontrolliert Wird“ oder „Kontrolliert“ die direkte oder indirekte Beherrschung der Gesellschaft bezeichnen, durch (a) die Leitung der Gesellschaft als geschäftsführender Gesellschafter oder Partner, (b) das Halten der Mehrheit der Anteile oder (c) das Halten der Mehrheit der Stimmrechte durch eine vertragliche Stimmvereinbarung, oder (d) die einseitige Fähigkeit, direkt oder indirekt die Leitung der Geschäftsführung und Handlungsweisen einer Person, entweder durch das Halten stimmberechtigter Wertpapiere oder anderweitig, zu beeinflussen, oder (y) in welcher der betreffende Investor oder einer oder mehrere Gesellschafter dieses Investors eine direkte oder indirekte Mehrheitsbeteiligung haben (eine „Verbundene Gesellschaft“);

7.4.2 bei einer Übertragung, einer Abtretung oder einer anderen Veräußerung von Anteilen (i) an einen Dritten, welcher Anteile unter einer vereinfachten Mitarbeiterbeteiligung erwirbt, oder (ii) an die Gesellschaft und/oder einen beliebigen Investor gemäß einer Call-Option im Zusammenhang mit einer Vesting-Regelung;

7.4.3 bei einer Übertragung, einer Abtretung oder einer anderen Veräußerung von Anteilen im Rahmen von Umwandlungsvorgängen gemäß des Umwandlungsrechts Luxemburgs, insbesondere (jedoch nicht beschränkt auf) eine Verschmelzung der Gesellschaft, sofern die Gesellschafter der Gesellschaft nach einem solchen Umwandlungsvorgang mehr als fünfzig Prozent (50%) an einer überlebenden juristischen Person halten.

7.5 In den in Artikeln 7.4.1 bis 7.4.3 vorgesehenen Fällen gelten weder Verpflichtungen zu Verkaufsangeboten, noch Vorkaufsrechte, Bezugsrechte oder Mitverkaufsrechte- oder Pflichten zugunsten anderer Gesellschafter.

7.6 Eine Übertragung, Abtretung oder andere Veräußerung von Anteilen wird gegenüber der Gesellschaft und Dritten gemäß Artikel 1690 des Code Civil wirksam, nachdem die Gesellschaft von der Übertragung, Abtretung oder anderen Veräußerung in Kenntnis gesetzt wurde oder der Übertragung, Abtretung oder anderen Veräußerung zugestimmt hat.

7.7 Im Todesfall dürfen die Anteile des verstorbenen Gesellschaftern nur dann an neue Gesellschafter übertragen werden, wenn eine Qualifizierte Mehrheit einer solchen Übertragung zustimmt (wobei die Anteile des verstorbenen Gesellschaftern für diese Zwecke nicht berücksichtigt werden). Eine derartige Zustimmung ist nicht erforderlich, wenn die Anteile an Eltern, Nachkommen oder den/die überlebende/n Ehepartner/in oder jeden anderen gesetzlichen Erben des verstorbenen Gesellschaftern übertragen werden.

Art. 8. Rückkauf von Anteilen.

8.1 Die Gesellschaft kann ihre eigenen Anteile zurückkaufen. Die Stimmrechte der von der Gesellschaft gehaltenen Anteile werden so lange ausgesetzt, wie die Anteile von der Gesellschaft gehalten werden.

8.2 Anteile eines Gesellschaftern können ohne Zustimmung eines solchen zurückgekauft werden, wenn:

8.2.1 ein Insolvenzverfahren über das Vermögen des Gesellschaftern eröffnet wird oder die Eröffnung eines Insolvenzverfahrens mangels Masse abgelehnt wird;

8.2.2 der Anteil des Gesellschaftern gepfändet wurde oder Vollstreckungsverfahren anderweitig gegen diesen Anteil eingeleitet wurden und diese Verfahren nicht innerhalb von zwei (2) Monaten vollständig eingestellt sind.

Mit Erhalt durch den Gesellschafter der vom Rat der Geschäftsführer gesendeten Rückkaufserklärung sind die Anteile automatisch zurückgekauft, ohne dass es einer weiteren Handlung bedarf. Die vorliegende Satzung stellt gemeinsam mit der Rückkaufserklärung ein gültiges Dokument im Sinne des Artikels 190 des Gesetzes von 1915 dar und die Gesellschaft bestätigt hiermit die Kenntnisnahme der Übertragung der Anteile, akzeptiert diese und verpflichtet sich zur Eintragung dieser Übertragung in ihrem Anteilsregister und zur entsprechenden gesetzlich geforderten Hinterlegung für diesen Fall.

8.3 Wird der Anteil von mehreren Personen gehalten, ist das Vorliegen eines Grundes zum Rückkauf in Bezug auf eine Person ausreichend; unabhängig davon können mehrere gemeinschaftlich berechnigte Personen die Gesellschafterrechte nur dann und einheitlich ausüben, wenn eine der gemeinschaftlich berechnigten Personen unverzüglich nach Eintritt der gemeinschaftlichen Berechnigung zu diesem Zwecke ernannt wird.

8.4 Ein Rückkauf kann durch den Rat der Geschäftsführer erklärt werden. Die Rückkaufserklärung wird wirksam, sobald der betreffende Gesellschafter die Erklärung erhält und ein entsprechender Gesellschafterbeschluss gefasst wird (außer im

Falle von Artikel 8.2 dieser Satzung, in welchem keine Erklärung des Gesellschafters und kein entsprechender Gesellschafterbeschluss erforderlich sind).

Art. 9. Ausgleichzahlung für den Rückkauf.

9.1 Der Rückkauf erfolgt gegen eine Ausgleichszahlung.

9.2 Die Ausgleichszahlung besteht aus einem Gesamtbetrag, welcher dem Marktwert der zurückgekauften Anteile entspricht. Als Stichtag des Inkrafttretens gilt der Tag vor dem Rückkaufbeschluss.

9.3 Die Ausgleichszahlung für den Rückkauf ist unmittelbar mit dem Rückkauf der Anteile fällig und zahlbar.

9.4 Der ausscheidende Gesellschafter ist nicht dazu befugt, von der Gesellschaft Sicherheiten für ausstehende Beträge zuzüglich Zinsen zu verlangen.

9.5 Bei Streitigkeiten hinsichtlich des Betrags der zu zahlenden Ausgleichszahlung ist dieser Betrag von einem Wirtschaftsprüfer in der Eigenschaft als Schiedsgutachter, der von den Gesellschaftern gemeinschaftlich ernannt wird, festzulegen. Wird über die Ernennung des Schiedsgutachters keine Einigung erzielt, so wird dieser auf Ersuchen eines Gesellschafters oder der Gesellschaft vom Vorsitzenden des Bezirksgerichts (Tribunal d'Arrondissement) bestimmt. Die Entscheidung des Schiedsgutachters ist bindend. Die Kosten für das Gutachten werden von der Gesellschaft und dem ersuchenden Gesellschafter zu gleichen Teilen getragen, wobei der vom Gesellschafter zu tragende Teil mit dem Rückkaufpreis verrechnet und der Rückkaufpreis dementsprechend herabgesetzt wird. Der Gesellschafter hat die übrigen Kosten zu tragen, sofern der Rückkaufpreis die dem Gesellschafter zugewiesenen Kosten für das Gutachten nicht deckt.

Art. 10. Abtretung anstelle von Rückkauf.

10.1 Die Gesellschaft kann verlangen, dass der betreffende Gesellschafter anstelle des Rückkaufs die Anteile an eine von der Gesellschaft benannte Person (einschließlich eines anderen Gesellschafters der Gesellschaft) zu übertragen hat, auch im Falle eines Teilrückkaufs oder einer Teilabtretung der Anteile an die Gesellschaft oder an eine von der Gesellschaft benannte Person.

10.2 Der vorliegende Artikel 10 gilt mit der Maßgabe, dass, wie in Artikel 9 dieser Satzung vorgesehen, die Ausgleichszahlung für die abzutretenden Anteile durch die die Anteile erwerbende Person geschuldet ist und dass die Gesellschaft als Garant haftet.

C. Entscheidungen der Gesellschafter

Art. 11. Gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter.

11.1 Die Gesellschafterversammlung ist mit allen Rechten ausgestattet, welche ihr durch das Gesetz und diese Satzung ausdrücklich vorbehalten sind.

11.2 Jeder Gesellschafter darf unabhängig von der Anzahl seiner Anteile an gemeinsamen Entscheidungen teilnehmen.

11.3 Falls und solange die Gesellschaft nicht mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, dürfen gemeinsame Entscheidungen, welche ansonsten der Gesellschafterversammlung vorbehalten wären, schriftlich gefasst werden. In diesem Fall erhält jeder Gesellschafter den Text der Beschlüsse oder Entscheidungen in ausformulierter Form und übt sein Stimmrecht schriftlich aus.

11.4 Im Falle eines Alleingesellschafters übt dieser die Befugnisse der Gesellschafterversammlung nach den Vorschriften des Abschnitts XII des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung aus. In diesem Fall ist jeder Bezug auf die „Gesellschafterversammlung“ in der vorliegenden Satzung als Bezug auf den Alleingesellschafter, je nach Zusammenhang und soweit anwendbar, zu verstehen und die Befugnisse der Gesellschafterversammlung werden vom Alleingesellschafter ausgeübt.

Art. 12. Gesellschafterversammlung.

12.1 Falls die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, muss jährlich innerhalb von sechs (6) Monaten vor dem Ende des Geschäftsjahres mindestens eine Gesellschafterversammlung der Gesellschafter in Luxemburg am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen Ort abgehalten werden, wie in der Einberufung zu dieser Versammlung genauer bestimmt. Andere Gesellschafterversammlungen finden an dem Ort und zu der Zeit statt, welcher in der entsprechenden Einberufung genauer bestimmt werden. Falls alle Gesellschafter in einer Versammlung anwesend oder vertreten sind und auf sämtliche Einberufungsformalitäten verzichtet haben, kann die Gesellschafterversammlung auch ohne vorherige Ankündigung oder Veröffentlichung abgehalten werden.

12.2 Gesellschafterversammlungen finden am Sitz der Gesellschaft oder an dem Ort und zu der Zeit statt, welche in der entsprechenden Einladung genauer bestimmt werden.

12.3 Die Gesellschafterversammlung wird mittels Einschreiben (Zustellung zu eigenen Händen, Einschreiben oder Einschreiben mit Rückschein) an jeden Gesellschafter einberufen und beinhaltet den Ort, das Datum, die Uhrzeit und die Tagesordnung, wobei bei ordentlichen Gesellschafterversammlungen eine Ankündigungsfrist von mindestens vier (4) Wochen und bei außerordentlichen Gesellschafterversammlungen eine Ankündigungsfrist von mindestens zwei (2) Wochen einzuhalten ist. Die Ankündigungsfrist beginnt am Tag nach dem Versand. Der Tag der Gesellschafterversammlung wird bei der Berechnung der Ankündigungsfrist nicht berücksichtigt.

12.4 Falls alle Gesellschafter in einer Gesellschafterversammlung anwesend oder vertreten sind und auf Einberufungsformalitäten verzichtet haben, kann die Gesellschafterversammlung auch ohne vorherige Ankündigung abgehalten werden.

12.5 Jeder Gesellschafter ist dazu berechtigt, bei einer Gesellschafterversammlung von einem anderen durch eine schriftliche Vollmacht dazu berechtigten Gesellschafter oder von einem Anwalt, Steuerberater oder Wirtschaftsprüfer mit einer Berufsverschwiegenheitspflicht begleitet oder vertreten zu werden.

12.6 Eine Niederschrift hinsichtlich des Ablaufs der Versammlung ist (als Nachweis, nicht als Voraussetzung für die Wirksamkeit) anzufertigen und hat den Ort und das Datum der Versammlung, die Teilnehmer, die Tagesordnungspunkte, den Hauptinhalt der Verhandlungen und die Gesellschafterbeschlüsse zu beinhalten, es sei denn, die Verhandlungen der Gesellschafterversammlungen wurden notariell beurkundet. Die Niederschrift ist von allen bei der Gesellschafterversammlung anwesenden oder vertretenen Gesellschaftern zu unterzeichnen (als Nachweis, nicht als Voraussetzung für die Wirksamkeit). Jedem Gesellschafter ist eine Kopie der Niederschrift zuzusenden.

12.7 Solange der Neue Gesellschafter ein Gesellschafter der Gesellschaft bleibt, können Artikel 20.9 dieser Satzung und dieser Artikel nur im Einklang mit Artikel 15 geändert werden, sofern der Neue Gesellschafter dieser Änderung zustimmt.

Art. 13. Quorum und Abstimmung.

13.1 Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Anteile hält.

13.2 Vorbehaltlich anderer Regelungen dieser Satzung oder des Gesetzes, die ein höheres Mehrheitsverhältnis vorsehen, bedürfen gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter der Zustimmung von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals halten. Falls diese Mehrheit in einer ersten Gesellschafterversammlung oder einer ersten schriftlichen Konsultation der Gesellschafter nicht erreicht wird, können die Gesellschafter ein weiteres Mal mit derselben Tagesordnung einberufen werden oder per Einschreiben dieselben schriftlichen Beschlussvorschläge erhalten und Entscheidungen werden wirksam mit der Mehrheit der wirksam abgegebenen Stimmen gefasst, unabhängig vom Anteil des durch sie vertretenen Gesellschaftskapitals.

Art. 14. Änderung der Nationalität. Die Gesellschafter können die Nationalität der Gesellschaft nur einstimmig ändern.

Art. 15. Änderung der Satzung. Eine Änderung dieser Satzung erfordert die Zustimmung (i) einer zahlenmäßigen Mehrheit der Gesellschafter, (ii) die auch eine Qualifizierte Mehrheit bilden.

D. Rat der Geschäftsführer - Beirat

Art. 16. Befugnisse des alleinigen Geschäftsführers - Zusammensetzung und Befugnisse des Rates der Geschäftsführer.

16.1 Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer geleitet. Falls die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, bilden diese den Rat der Geschäftsführer.

16.2 Falls die Gesellschaft von einem einzelnen Geschäftsführer geleitet wird und soweit der Begriff „alleiniger Geschäftsführer“ nicht ausdrücklich verwendet wird, ist jeder Verweis in dieser Satzung auf den „Rat der Geschäftsführer“ als Verweis auf den „alleinigen Geschäftsführer“ auszulegen.

16.3 Der Rat der Geschäftsführer verfügt über die weitestgehenden Befugnisse, im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind, mit Ausnahme der durch das Gesetz von 1915 oder durch diese Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehaltenen Befugnisse.

Art. 17. Ernennung, Abberufung und Amtszeit von Geschäftsführern.

17.1 Der bzw. die Geschäftsführer werden durch die Gesellschafterversammlung ernannt, welche ihre Bezüge und Amtszeit festlegt.

17.2 Geschäftsführer können jederzeit und ohne Grund ernannt oder abberufen werden.

17.3 Die Gesellschafterversammlung kann die Ernennung von Geschäftsführern zwei (2) unterschiedlicher Kategorien beschließen, nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B. Eine solche Klassifizierung der Geschäftsführer muss ordnungsgemäß in der Niederschrift der betreffenden Gesellschafterbeschlüsse festgehalten und die Geschäftsführer der Kategorie, der sie angehören, zugeordnet werden.

Art. 18. Vakanz einer Geschäftsführerstelle.

18.1 Scheidet ein Geschäftsführer durch Tod, Geschäftsunfähigkeit, Insolvenz, Rücktritt oder aus einem anderem Grund aus seinem Amt aus, so kann die unbesetzte Stelle durch die übrigen Geschäftsführer vorübergehend für einen die ursprüngliche Amtszeit nicht überschreitenden Zeitraum bis zur nächsten Gesellschafterversammlung ausgefüllt werden, welche im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen Vorschriften über die endgültige Ernennung entscheidet.

18.2 Für den Fall, dass der alleinige Geschäftsführer aus seinem Amt ausscheidet, muss die frei gewordene Stelle unverzüglich durch die Gesellschafterversammlung neu besetzt werden.

Art. 19. Einladung zu Sitzungen des Rates der Geschäftsführer.

19.1 Der Rat der Geschäftsführer versammelt sich auf Einberufung eines beliebigen Geschäftsführers. Die Sitzungen des Rates der Geschäftsführer finden, soweit in der Einladung nichts anderes bestimmt ist, am Sitz der Gesellschaft statt.

19.2 Die Geschäftsführer werden mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung anberaumten Zeitpunkt zu jeder Sitzung des Rates der Geschäftsführer schriftlich geladen, außer in dringenden Fällen, wobei die Gründe der Dringlichkeit in der Einladung zu bezeichnen sind. Eine solche Einladung kann unterbleiben, falls alle Geschäftsführer

schriftlich, per Faxschreiben, E-Mail oder mittels eines vergleichbaren Kommunikationsmittels ihre Zustimmung abgegeben haben, wobei eine Kopie des Einverständnisses ein hinreichender Nachweis ist. Eine Einladung zu Sitzungen des Rates der Geschäftsführer ist nicht erforderlich, wenn Zeit und Ort in einem vorausgehenden Beschluss des Rates der Geschäftsführer bestimmt worden sind, welcher allen Geschäftsführern übermittelt wurde.

19.3 Eine Einladung ist nicht erforderlich, wenn alle Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind und diese alle Einladungsvoraussetzungen abbedingen oder im Fall von schriftlichen Umlaufbeschlüssen, wenn alle Mitglieder des Rates der Geschäftsführer diesen zustimmen und diese unterzeichnen.

Art. 20. Sitzungen des Rates der Geschäftsführer.

20.1 Der Rat der Geschäftsführer kann unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden auswählen. Der Rat der Geschäftsführer kann auch einen Schriftführer ernennen, der nicht notwendigerweise ein Geschäftsführer sein muss und der für die Protokollführung der Sitzungen des Rates der Geschäftsführer verantwortlich ist.

20.2 Sitzungen des Rates der Geschäftsführer werden, falls vorhanden, durch den Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer geleitet. In dessen Abwesenheit kann der Rat der Geschäftsführer einen anderen Geschäftsführer durch einen Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Mitglieder als Vorsitzenden pro tempore ernennen.

20.3 Jeder Geschäftsführer kann an einer Sitzung des Rates der Geschäftsführer teilnehmen, indem er einen anderen Geschäftsführer schriftlich, oder durch Faxschreiben, per E-Mail oder durch ein anderes vergleichbares Kommunikationsmittel bevollmächtigt, wobei eine Kopie der Bevollmächtigung als hinreichender Nachweis dient. Ein Geschäftsführer kann einen oder mehrere, aber nicht alle anderen Geschäftsführer vertreten.

20.4 Eine Sitzung des Rates der Geschäftsführer kann auch mittels Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel abgehalten werden, welches es allen Teilnehmern ermöglicht, einander durchgängig zu hören und tatsächlich an der Sitzung teilzunehmen. Eine Teilnahme an einer Sitzung durch solche Kommunikationsmittel ist gleichbedeutend mit einer persönlichen Teilnahme an einer Sitzung und die Sitzung gilt als am Sitz der Gesellschaft abgehalten.

20.5 Der Rat der Geschäftsführer kann nur dann wirksam handeln und abstimmen, wenn zumindest eine Mehrheit der Geschäftsführer in der Sitzung anwesend oder vertreten ist.

20.6 Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen der an der Sitzung des Rates der Geschäftsführer teilnehmenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst. Der Vorsitzende des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden, hat im Falle von Stimmgleichheit nicht die entscheidende Stimme. Sofern die Gesellschafterversammlung jedoch unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), werden Beschlüsse des Rates der Geschäftsführer nur dann wirksam gefasst, wenn sie von der Mehrheit der Geschäftsführer einschließlich mindestens eines Geschäftsführers der Kategorie A und eines Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter) gefasst werden.

20.7 Der Rat der Geschäftsführer kann einstimmig Beschlüsse im Umlaufverfahren mittels schriftlicher Zustimmung, per Faxschreiben, per E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel fassen. Jeder Geschäftsführer kann seine Zustimmung getrennt erteilen, wobei die Gesamtheit aller schriftlichen Zustimmungen die Annahme des betreffenden Beschlusses nachweist. Das Datum der letzten Unterschrift gilt als das Datum eines derart gefassten Beschlusses.

20.8 Die Geschäftsführer benötigen die Zustimmung des Beirats (wie unten definiert) für die unten genannten Rechtsgeschäfte und Maßnahmen. Eine Zustimmung ist nicht erforderlich, sofern solche Rechtsgeschäfte und Maßnahmen präzise definiert und im Voraus von einem bewilligten Haushaltsplan mit der Zustimmung des Beirats (wie unten definiert) genehmigt wurden:

20.8.1 Herabsetzungen des Gesellschaftskapitals;

20.8.2 Übernahme von Bürgschaften, Garantien oder ähnlichen Verpflichtungen, die einen Gesamtbetrag von fünfhunderttausend Euro (EUR 500.000,00) überschreiten;

20.8.3 Termingeschäfte über Devisen, Sicherheiten und börsengehandelte Waren und Rechte, sowie weitere Transaktionen mit derivaten Finanzinstrumenten;

20.8.4 Einleitung oder Beendigung von Rechtsstreitigkeiten, insbesondere Schiedsgerichtsverfahren mit einem Streitwert von über fünfhunderttausend Euro (EUR 500.000,00) im Einzelfall;

20.8.5 Verkauf oder Veräußerung der Gesamtheit oder eines wesentlichen Teils der materiellen Vermögenswerte der Gesellschaft oder ihrer direkten oder indirekten türkischen Tochtergesellschaften.

20.9 Die Geschäftsführer benötigen die Zustimmung des Beirats (wie unten definiert), einschließlich der Ja-Stimme des Neuen Gesellschafter- Mitglieds (wie unten definiert) für die unten genannten Rechtsgeschäfte und Maßnahmen. Eine Zustimmung ist nicht erforderlich, sofern solche Rechtsgeschäfte und Maßnahmen präzise definiert und im Voraus von einem bewilligten Haushaltsplan mit der Zustimmung des Beirats (wie unten definiert) genehmigt wurden:

20.9.1 Vornahme, Erklärung oder Zahlung einer Dividende oder Gewinnausschüttung;

20.9.2 Auflösung der Gesellschaft gemäß Artikel 3.2 dieser Satzung, es sei denn, diese Auflösung ist von Rechts wegen erforderlich (z.B. Insolvenz);

20.9.3 Erhalt von Darlehen oder Krediten von einem Dritten, die einen Betrag von einhunderttausend Euro (EUR 100.000) im Einzelfall überschreiten (das „Erhaltene Darlehen“);

20.9.4 Abtretung und Übertragung ausstehender Forderungen, die der Gesellschaft geschuldet werden und einen Betrag von einhunderttausend Euro (EUR 100.000) im Einzelfall überschreiten;

20.9.5 Übertragungen von Rechten des geistigen Eigentums, Lizenzen, Domain-Namen und/oder anderen von der Gesellschaft gehaltenen Vermögenswerten durch Verkauf oder anderweitig, es sei denn, es handelt sich dabei um eine marktübliche Transaktion;

20.9.6 Wesentliche Änderungen der Art oder des Umfangs der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft.

Art. 21. Protokoll von Sitzungen des Rates der Geschäftsführer; Protokoll der Entscheidungen des alleinigen Geschäftsführers.

21.1 Das Protokoll einer Sitzung des Rates der Geschäftsführer wird vom Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden oder, im Falle seiner Abwesenheit, von dem Vorsitzenden pro tempore und dem Protokollführer (falls vorhanden), oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet. Sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), werden solche Protokolle von einem (1) Geschäftsführer der Kategorie A und einem (1) Geschäftsführer der Kategorie B (oder deren Vertreter) unterzeichnet. Kopien oder Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden, oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet. Sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), werden solche Kopien oder Auszüge von einem (1) Geschäftsführer der Kategorie A und einem (1) Geschäftsführer der Kategorie B (oder deren Vertreter) unterzeichnet.

21.2 Die Entscheidungen des alleinigen Geschäftsführers werden in ein Protokoll aufgenommen, welches vom alleinigen Geschäftsführer unterzeichnet wird. Kopien oder Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom alleinigen Geschäftsführer unterzeichnet.

Art. 22. Verpflichtung der Gesellschaft gegenüber Dritten. Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten unter allen Umständen durch (i) die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder, für den Fall, dass die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, durch die gemeinsame Unterschrift von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern wirksam verpflichtet; sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), wird die Gesellschaft nur durch die gemeinsame Unterschrift mindestens eines (1) Geschäftsführers der Kategorie A und eines (1) Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter), oder (ii) durch die gemeinsame Unterschrift oder die alleinige Unterschrift jedweder Person(en), der/denen eine Unterschriftsbefugnis durch den Rat der Geschäftsführer übertragen worden ist, wirksam verpflichtet.

Art. 23. Beirat.

23.1 Die Gesellschaft hat einen Beirat („Beirat“). Dieser besteht aus drei (3) stimmberechtigten Mitgliedern. Die Gesellschafter können durch einstimmige Zustimmung der Gesellschafter die Anzahl der stimmberechtigten Mitglieder des Beirats erhöhen oder herabsetzen.

23.2 Die stimmberechtigten Mitglieder des Beirats werden von dem ernennenden Gesellschafter jedes entsprechenden Mitglieds durch schriftliche Mitteilung an die Gesellschaft wie folgt ernannt, abberufen oder ersetzt:

23.2.1 zwei (2) stimmberechtigte Mitglieder des Beirats, von denen eines zwei (2) Stimmen und eines eine (1) Stimme hat, werden von Clickbus Holding II nach eigenem Ermessen ernannt (das „Clickbus-Mitglied“); und

23.2.2 ein (1) stimmberechtigtes Mitglied des Beirats mit einer (1) Stimme wird von dem Neuen Gesellschafter nach eigenem Ermessen ernannt (das „Neue Gesellschafter-Mitglied“).

23.3 Jedes Mitglied des Beirats kann von jedem anderen Mitglieds des Beirats oder einem Vertreter der jeweiligen Partei vertreten werden. In diesem Fall muss bei der jeweiligen Sitzung des Beirats eine schriftliche Vollmacht vorgelegt werden. Zu diesem Zweck sind Clickbus Holding II und der Neue Gesellschafter berechtigt, ein Ersatzmitglied für jedes Beiratsmitglied zu ernennen.

23.4 Der Beirat hat einen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden. Das von Clickbus Holding II ernannte stimmberechtigte Mitglied, welches zwei (2) Stimmen hat, ist der Vorsitzende des Beirats. Der Beirat fasst Beschlüsse mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen.

23.5 Der Beirat ist kein Aufsichtsrat im Sinne der Artikel 60bis-11 ff. des Gesetzes von 1915.

E. Aufsicht und Prüfung der Gesellschaft

Art. 24. Rechnungsprüfer/Wirtschaftsprüfer.

24.1 Falls und solange die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, werden die Geschäfte der Gesellschaft durch einen oder mehrere Rechnungsprüfer beaufsichtigt (commissaire(s)). Die Gesellschafterversammlung ernennt die Rechnungsprüfer und legt ihre Amtszeit fest.

24.2 Ein Rechnungsprüfer kann jederzeit und ohne Grund von der Gesellschafterversammlung abberufen werden.

24.3 Die Rechnungsprüfer haben ein unbeschränktes Recht auf ständige Überprüfung und Kontrolle aller Geschäfte der Gesellschaft.

24.4 Wenn die Gesellschafter im Einklang mit den Bestimmungen des Artikels 69 des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 betreffend das Handelsregister und die Buchhaltung und den Jahresabschluss von Unternehmen, in der jeweils gültigen Fassung, einen oder mehrere unabhängige Wirtschaftsprüfer (réviseurs d'entreprises agréé(s)) ernennen, entfällt die Funktion des Rechnungsprüfers.

24.5 Ein unabhängiger Wirtschaftsprüfer darf nur aus berechtigtem Grund oder mit seiner Zustimmung durch die Gesellschafterversammlung abberufen werden.

F. Geschäftsjahr - Jahresabschluss - Gewinne - Abschlagsdividenden

Art. 25. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 26. Jahresabschluss und Gewinne.

26.1 Am Ende jeden Geschäftsjahres werden die Bücher geschlossen und der Rat der Geschäftsführer erstellt im Einklang mit den gesetzlichen Anforderungen eine Aufstellung der Aktiva und Passiva, eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung.

26.2 Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zugeführt. Diese Zuführung ist nicht mehr verpflichtend, sobald und solange die Gesamtsumme dieser Rücklage der Gesellschaft zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

26.3 Durch einen Gesellschafter erbrachte Einlagen in Rücklagen können mit Zustimmung dieses Gesellschafters ebenfalls der gesetzlichen Rücklage zugeführt werden.

26.4 Im Falle einer Herabsetzung des Gesellschaftskapitals kann die gesetzliche Rücklage verhältnismäßig herabgesetzt werden, so dass diese zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals nicht übersteigt.

26.5 Auf Vorschlag des Rates der Geschäftsführer bestimmt die Gesellschafterversammlung im Einklang mit den gesetzlichen Anforderungen und den Regelungen dieser Satzung, wie der verbleibende jährliche Nettogewinn der Gesellschaft verwendet werden soll.

26.6 Ausschüttungen an die Gesellschafter erfolgen proportional zur Anzahl der von ihnen an der Gesellschaft gehaltenen Anteile.

Art. 27. Abschlagsdividenden - Agio und andere Kapitalreserven.

27.1 Der Rat der Geschäftsführer kann Abschlagsdividenden auf Grundlage von Zwischenabschlüssen zahlen, welche vom Rat der Geschäftsführer vorbereitet wurden und belegen, dass ausreichende Mittel für eine Abschlagsdividende zur Verfügung stehen. Der ausschüttbare Betrag soll gegebenenfalls verteilt werden und darf nicht die Summe der seit dem Ende des vergangenen Geschäftsjahres angefallenen Gewinne, gegebenenfalls erhöht durch vorgetragene Gewinne und ausschüttbare Rücklagen, beziehungsweise vermindert durch vorgetragene Verluste und Summen, die einer Rücklage zugeführt werden, welche nach dem Gesetz von 1915 oder dieser Satzung nicht ausgeschüttet werden darf, übersteigen.

27.2 Das Agio, andere Kapitalreserven oder andere ausschüttbare Rücklagen können, im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und den Regelungen dieser Satzung, frei an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

G. Liquidation

Art. 28. Liquidation.

28.1 Im Falle der Auflösung der Gesellschaft im Einklang mit Artikel 3.2 dieser Satzung wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche von der Gesellschafterversammlung ernannt werden, die über die Auflösung der Gesellschaft beschließt und die Befugnisse und Vergütung der Liquidatoren bestimmt. Soweit nichts anderes bestimmt wird, haben die Liquidatoren die weitestgehenden Rechte für die Verwertung der Vermögenswerte und die Tilgung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

28.2 Der sich nach Verwertung der Vermögenswerte und Tilgung der Verbindlichkeiten ergebende Überschuss wird an die Gesellschafter proportional zur Anzahl der von ihnen an der Gesellschaft gehaltenen Anteile verteilt.

H. Schlussbestimmungen - Anwendbares Recht

Art. 29. Anwendbares Recht. Sämtliche in dieser Satzung nicht geregelten Angelegenheiten unterliegen den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und jeder Gesellschaftervereinbarung, die die Gesellschafter in der Zwischenzeit mit der Gesellschaft eingehen und durch die bestimmte Regelungen dieser Satzung ergänzt werden könnten. Sollte ein Artikel dieser Satzung mit den Bestimmungen einer Gesellschaftervereinbarung in Widerspruch stehen, so ist die Gesellschaftervereinbarung zwischen den Parteien, soweit nach luxemburgischem Recht zulässig, maßgebend.“

4. Anschließender Beschluss, jeden einzelnen Geschäftsführer der Gesellschaft, ungeachtet seiner Kategorie, sowie Frau Magdalena Staniczek zu bevollmächtigen, das Anteilsinhaberregister der Gesellschaft in Einzelunterschrift und mit uneingeschränkter Befugnis zur Unterbevollmächtigung nachträglich zu aktualisieren und alleine zu unterzeichnen.

5. Verschiedenes.

Nach ordnungsgemäßer Prüfung jedes Tagesordnungspunkts fasst die Gesellschafterversammlung einstimmig die folgenden Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt, den Namen der Gesellschaft von „Digital Services L (GP) S.à r.l.“ in „Clickbus Turkey S.à r.l.“ zu ändern und Artikel eins (1) der Satzung der Gesellschaft dementsprechend zu ändern, welcher nunmehr wie in der Tagesordnung der vorliegenden Urkunde dargestellt lautet.

Zweiter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt, den Gesellschaftszweck zu ändern und Artikel zwei (2) der Satzung der Gesellschaft dementsprechend abzuändern, welcher nunmehr wie in der Tagesordnung der vorliegenden Urkunde dargestellt lautet.

Dritter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt, unter anderem infolge des Vorstehenden, die gänzliche Neufassung der Satzung der Gesellschaft, welche nunmehr wie in der Tagesordnung der vorliegenden Urkunde dargestellt lautet.

Vierter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung bevollmächtigt hiermit jeden einzelnen Geschäftsführer der Gesellschaft, ungeachtet seiner Kategorie, sowie Frau Magdalena Staniczek, das Anteilsinhaberregister der Gesellschaft in Einzelunterschrift und mit uneingeschränkter Befugnis zur Unterbevollmächtigung nachträglich zu aktualisieren und alleine zu unterzeichnen.

Da die Tagesordnung erschöpft ist, wird die Versammlung geschlossen.

Kosten und Auslagen

Die Kosten, Auslagen, Honorare oder Gebühren jeglicher Art, die von der Gesellschaft zu tragen sind, werden auf ungefähr EUR 2.200,- geschätzt.

Hierüber wurde diese notarielle Urkunde in Luxemburg zum eingangs erwähnten Datum aufgenommen.

Die unterzeichnende Notarin, die die englische Sprache beherrscht und spricht, erklärt hiermit, dass die vorliegende Urkunde auf Verlangen der erschienenen Parteien auf Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung; auf Verlangen besagter erschienenen Parteien und im Falle von Abweichungen zwischen der englischen und der deutschen Fassung, ist die englische Fassung maßgebend.

Die vorstehende Urkunde ist der Bevollmächtigten der erschienenen Parteien, welche der Notarin mit Namen, Vornamen und Wohnsitz bekannt ist, verlesen und von der Notarin gemeinsam mit dieser Bevollmächtigten unterzeichnet worden.

Gezeichnet: M. STANICZEK, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 25 août 2015. Relation: 1LAC/2015/27098. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung im Handels- und Gesellschaftsregister und zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 01. September 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015147575/953.

(150161325) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2015.

DC Overseas S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 1.000.000,00.

Siège social: L-9647 Doncols, 59, Duerfstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 187.725.

Extrait des résolutions écrites de l'associé unique du 26 juin 2015

En date du 26 juin 2015, l'associé unique a décidé d'accepter la démission de Value Partner S.A. et le remplacement par VP Services S.à r.l., ayant comme adresse de siège social 89A, rue Pafebruch, L-8308 Capellen, comme commissaire pour la revue de la société avec effet au 28 mai 2015 et pour une durée allant jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Value Partners S.A.

Référence de publication: 2015146983/14.

(150160728) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.

Docu Group (Lux 1) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 123, avenue du X Septembre.
R.C.S. Luxembourg B 101.454.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Docu Group (Lux 1) S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015146980/11.

(150161189) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.

Dunois Participations, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8011 Strassen, 283, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 183.859.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015146981/9.

(150161161) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.

Big Mountain S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 86.916.

Extrait des décisions prises par l'assemblée générale ordinaire en date du 13 août 2015

1. La cooptation de M. David SANA comme administrateur de catégorie B a été ratifiée et il a été nommé comme administrateur de catégorie B jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2020.

2. M. Julien NAZEYROLLAS a démissionné de son mandat d'administrateur de catégorie B.

3. Mme Mariateresa BATTAGLIA, administrateur de sociétés, née à Cropani (Italie), le 1^{er} janvier 1963, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommée comme administrateur de catégorie B jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2020.

Veuillez noter que le siège social de la société à responsabilité limitée COMCOLUX S. à r. l., R.C.S. Luxembourg B 58545, se situe désormais à L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

Luxembourg, le 2 septembre 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Pour BIG MOUNTAIN S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2015147513/20.

(150161592) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2015.

De Reiger S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2610 Luxembourg, 76, route de Thionville.
R.C.S. Luxembourg B 161.032.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015146984/9.

(150161140) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.

Delfin S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 7, rue de la Chapelle.
R.C.S. Luxembourg B 117.420.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Romolo Bardin
Manager

Référence de publication: 2015146985/11.

(150160775) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.

Delight s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 14, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 59.471.

Les comptes annuels du 01/01/2014 au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015146986/10.

(150160829) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.

DH Real Estate Luxembourg IV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 90.500.

La dénomination de l'associé unique DHCRE Nominees 1 Limited, avec siège social au 45, Pall Mall, SW1Y 5JG London, Royaume-Uni, a changé et est désormais DHCRE NOMINEES LIMITED.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 août 2015.

Référence de publication: 2015146987/12.

(150160997) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.

EPAM Systems S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 128.409.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} Septembre 2015.

Gaëlle Attardo-Konzler

Mandataire

Référence de publication: 2015147009/12.

(150161226) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.

Docu Group (Lux 1.5) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 131.062.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour DOCU GROUP (LUX 1.5) S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015146988/11.

(150161187) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.

Docu Group (Lux 3) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.102.300,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 106.711.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Docu Group (Lux3) S.à r.l.
Mandataire*

Référence de publication: 2015146989/11.

(150161122) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.

E & D Frères S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3616 Kayl, 2, rue du Commerce.
R.C.S. Luxembourg B 187.775.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

La Gérance

Référence de publication: 2015146992/10.

(150160654) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.

Kareta Car S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 109.083.

Extrait des résolutions écrites des administrateurs de la société datées du 18 juin 2015

Il résulte des résolutions écrites que les personnes suivantes ont été nommées administrateurs délégués de la Société avec effet à la date des résolutions et ce pour une durée allant jusqu'à l'assemblée générale de l'actionnaire approuvant les comptes annuel de l'année 2015:

- M. Matthijs Bogers, né le 24 novembre 1966 à Amsterdam, Pays-Bas et résidant professionnellement au 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg,

- M. Amaury Leite, né le 12 août 1983 à Thionville, France et résidant professionnellement au 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg,

La société sera engagée par la signature conjointe des deux administrateurs délégués dans les limites de la gestion journalière.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 août 2015.

Kareta Car S.A.

Représentée par M. Amaury Leite

Administrateur délégué

Référence de publication: 2015147764/22.

(150161366) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2015.

Eagle Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1820 Luxembourg, 10, rue Antoine Jans.
R.C.S. Luxembourg B 199.346.

Au lieu de:

Il résulte d'une communication reçue de la société Groupe Electa S.A., associé de la Société Eagle Luxembourg S.à r.l., que son siège social est situé au 22-28, rives de Clausen, L-2165 Luxembourg.

Luxembourg.

Un mandataire

Référence de publication: L150160256

Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31/08/2015

Il y a lieu de lire:

Il résulte d'une communication reçue de la société Groupe Electa S.A., associé de la Société Eagle Luxembourg S.à r.l., que son siège social est situé au 26-28, rives de Clausen, L-2165 Luxembourg.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2015146993/19.

(150161190) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.

Eagle S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: NOK 12.954.968,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 171.440.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Eagle S.à r.l

Mandataire

Référence de publication: 2015146994/11.

(150161121) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.

European Retail Income Venture S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 109.566.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour European Retail Income Venture S.C.A.

Référence de publication: 2015146998/10.

(150161076) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.

Elephant Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J. F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 110.157.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 Juillet 2015.

Elephant Capital S.à r.l.

Fides (Luxembourg) S.A.

Liquidateur

Référence de publication: 2015147007/14.

(150161224) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.

European Retail Venture S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 109.637.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour European Retail Venture S.A.

Référence de publication: 2015146999/10.

(150161077) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.

Excelsa S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 650.000,00.**

Siège social: L-1950 Luxembourg, 14, rue Auguste Lumière.

R.C.S. Luxembourg B 149.951.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015147000/9.

(150161026) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.

Eye 2 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 111.138.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

La liquidation de la société Eye 2 S.A., décidée par acte du notaire Maître Joseph Elvinger en date du 3 avril 2014, a été clôturée par résolutions prises en date du 27 août 2015.

Les livres et documents de la société seront conservés pendant cinq ans au siège social d'Alter Domus Luxembourg S.à r.l. au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg

Les sommes et valeurs revenant aux créanciers ou aux associés qui n'étaient pas présents à la clôture de la liquidation et dont la remise n'aurait pu leur être faite seront déposées à la Caisse de consignation de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 août 2015.

Référence de publication: 2015147001/16.

(150160989) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.

Fegon International S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-8561 Schwebach, 1, Haaptstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 72.287.

Le 31 août 2015 l'actionnaire unique a pris la résolution suivante:

Résolution

L'actionnaire unique accepte avec effet immédiat la démission de la société AA&C ASSOCIATES S.A., établie à L-8561 Schwebach, 1 Haaptstrooss, n° RC B 124948, du poste d'administrateur unique de la société.

L'actionnaire unique nomme en remplacement Monsieur Claude Karp, né le 11 octobre 1972 à Esch-sur-Alzette, demeurant à L-8561 Schwebach, 1 Haaptstrooss, au poste d'administrateur unique de la société.

Le mandat de Monsieur Claude Karp commence le 31 août 2015 et se terminera lors de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2018.

Monsieur Claude Karp peut engager la société en toutes circonstances par sa seule signature.

Schwebach, le 31 août 2015.

Signature

Actionnaire unique

Référence de publication: 2015147036/19.

(150160699) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.

Eco-Conseil (Luxembourg) G.m.b.H., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5405 Bech-Kleinmacher, 120, route du Vin.

R.C.S. Luxembourg B 41.441.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015147002/10.

(150160677) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.

EDG (Europäische Dienstleistungsgesellschaft) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7737 Colmar-Berg, Zone Industrielle Piret.

R.C.S. Luxembourg B 67.406.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015147003/10.

(150161058) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.**EHI International Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 166.407.

EXTRAIT

En date du 26 août 2015, l'associé unique a pris les résolutions suivantes:

- Le mandat de Alexandra Teresa Lipinski-Hauck en tant que gérant B de la Société est révoqué avec effet au 26 août 2015;

- Peter Lundin, né le 10 septembre 1976 à Kalmar, Suède, avec adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est nommé nouveau gérant B de la Société avec effet au 26 août 2015 et pour une durée indéterminée.
Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.

Référence de publication: 2015147004/16.

(150161092) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.**Goodrich XCH Luxembourg B.V., Société à responsabilité limitée.****Capital social: USD 35.382,80.**

Siège de direction effectif: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 83.442.

Par résolutions signées en date du 17 août 2015, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

- Démission du Gérant de Classe A suivant avec effet au 14 août 2015: Monsieur Johannes Laurens de Zwart

- Nomination du Gérant de Classe A suivant avec effet au 15 août 2015 et pour une durée indéterminée:

Andrea Smekalova, née le 10 octobre 1984 à Trencin, Slovaquie, ayant pour adresse professionnelle 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 août 2015.

Pour la Société

Christiaan Frederik van Arkel

Gérant de Classe A

Référence de publication: 2015147060/18.

(150160967) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.**EHI International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 166.406.

EXTRAIT

En date du 26 août 2015, l'associé unique a pris les résolutions suivantes:

- Le mandat de Alexandra Teresa Lipinski-Hauck en tant que gérant B de la Société est révoqué avec effet au 26 août 2015;

- Peter Lundin, né le 10 septembre 1976 à Kalmar, Suède, avec adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est nommé nouveau gérant B de la Société avec effet au 26 août 2015 et pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.

Référence de publication: 2015147005/16.

(150161086) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.

Euclid Opportunities SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 17, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 158.786.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-fourth day of the month of August.

Before Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, acting in replacement of Maître Edouard Delosch, notary residing in Diekirch, Grand-Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting of the sole shareholder of Euclid Opportunities S.A., (the "Company"), a société anonyme having its registered office at 17 Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 158.786, incorporated by deed of Maître Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg dated 21 January 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 947 of 10 May 2011.

The articles of association of the Company have been amended for the last time on 25 June 2015 by deed of Maître Blanche Moutrier, notary, residing in Esch-sur-Alzette, in the process of being published in the Mémorial.

The meeting was presided by Me Milène Drweski, maître en droit, professionally residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

The chairman appointed as secretary and scrutineer Me Darya Spivak, maître en droit, professionally residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

The bureau having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

I. The shareholder represented and the number of shares held are shown on the attendance list signed by the proxyholder, the chairman, the secretary and scrutineer and the undersigned notary. The said list, as well as the proxy, will remain attached to this document to be filed with it with the registration authorities.

II. It appears from the said attendance list that out of thirty thousand (30,000) shares in issue, all the shares were represented at the present meeting.

III. This meeting is thus regularly constituted and may validly deliberate on the agenda set out below:

Agenda

Increase of the issued share capital of the Company by an amount of nine million British Pounds (GBP 9,000,000.-) so as to bring it from its current amount of thirty thousand British Pounds (GBP 30,000.-) to nine million and thirty thousand British Pounds (GBP 9,030,000) by the issue of nine million (9,000,000.-) new shares of a nominal value of one British Pound (GBP 1.-) each for a total subscription price of nine million British Pounds (GBP 9,000,000.-); subscription to the new shares by ICAP Post Trade Holdings Limited and payment of the subscription price by way of a contribution in cash of an amount of nine million British Pounds (GBP 9,000,000.-); allocation of an amount of nine million British Pounds (GBP 9,000,000.-) to the share capital of the Company; and consequential amendment of article 5 of the articles of association of the Company.

After the foregoing was approved by the sole shareholder, the following resolution was adopted:

Sole resolution

It was resolved to increase the issued share capital of the Company so as to bring it from its current amount of thirty thousand British Pounds (GBP 30,000.-) to nine million and thirty thousand British Pounds (GBP 9,030,000.-) by the issue of nine million (9,000,000) new shares with a nominal value of one British Pound (GBP 1.-) each for a total subscription price of nine million British Pounds (GBP 9,000,000.-).

Thereupon, ICAP Post Trade Holdings Limited represented by Milène Drweski prenamed pursuant to a proxy dated 24 August 2015 (a copy of which shall remain with the present deed to be registered therewith), subscribed to the nine million (9,000,000) new shares and paid all shares by way of a contribution in cash of an amount of nine million British Pounds (GBP 9,000,000.-).

The meeting decided to allocate an amount of nine million British Pounds (GBP 9,000,000.-) to the share capital of the Company.

Evidence of the payment of the subscription price to the Company was shown to the undersigned notary.

As a result of the above, article 5 of the articles of association of the Company shall be amended to read as follows:

“ **Art. 5. Capital - Shares and share certificates.** The issued capital of the Company is set at nine million and thirty thousand British Pounds (GBP 9,030,000.-) divided into nine million and thirty thousand (9,030,000) shares with a nominal value of one British Pound (GBP 1.-) per share.

Shares will be in registered form.

The Company shall consider the person in whose name the shares are registered in the register of shareholders as the full owner of such shares.

Certificates stating such inscription may be delivered to the shareholders.

Transfers of shares shall be effected by an inscription of the register of shareholders of the Company upon delivery of the certificate or certificates issued in relation to the shares to the Company along with an instrument of transfer satisfactory to the Company or by written declarations of transfer inscribed in the register of shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney.

The Company may redeem its own shares within the limits set forth by law.”

The items of the agenda having been resolved upon, the meeting was closed.

Expenses

The costs, expenses, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company are estimated at five thousand three hundred Euro (EUR 5,300.-).

The undersigned notary who understands and speaks English acknowledges that, at the request of the party hereto, this deed is drafted in English, followed by a French translation; at the request of the same party, in case of discrepancies between the English and the French version, the English version shall prevail.

Done in Luxembourg, on the day beforementioned.

After reading these minutes the appearing party signed together with the notary the present deed.

Followed by a french translation

L'an deux mille quinze, le vingt-quatrième jour du mois d'août.

Par-devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue

une assemblée générale extraordinaire de l'actionnaire unique de Euclid Opportunities S.A., (la «Société»), une société anonyme ayant son siège social au 17, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 158.786, constituée suivant acte reçu de Maître Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg en date du 21 janvier 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 947 du 10 mai 2011.

Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois le 25 juin 2015 suivant acte reçu de Maître Blanche Moutrier, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette et en cours de publication au Mémorial.

L'assemblée a été présidée par Me Milène Drweski, maître en droit, demeurant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le président a nommé comme secrétaire et scrutateur Me Darya Spivak, maître en droit, demeurant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le bureau ayant donc été constitué, le président a déclaré et requis le notaire d'acter que:

I. L'actionnaire représenté ainsi que le nombre d'actions qu'il détient figurent sur une liste de présence signée par le mandataire, le président, le secrétaire et scrutateur et le notaire soussigné. Ladite liste, ainsi que la procuration, restera annexée au présent document afin d'être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II. Il ressort de ladite liste de présence que des trente mille (30.000) actions émises, l'intégralité des actions était représentée à la présente assemblée.

III. La présente assemblée est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur l'ordre du jour énoncé ci-dessous:

Ordre du jour

Augmentation du capital social émis de la Société d'un montant de neuf millions Livres Sterling (GBP 9.000.000) afin de le porter de son montant actuel de trente mille Livres Sterling (30.000) à neuf million et trente mille Livres Sterling (GBP 9.030.000) par l'émission de neuf millions (9.000.000) nouvelles actions d'une valeur nominale de un Livre Sterling (GBP 1) chacune pour un prix total de souscription de neuf millions de Livres Sterling (GBP 9.000.000); souscription aux nouvelles actions par ICAP Post Trade Holdings Limited et paiement du prix de souscription par voie d'un apport en numéraire d'un montant de neuf millions Livres Sterling (GBP 9.000.000); allocation d'un montant de neuf millions Livres Sterling (GBP 9.000.000) au capital social de la Société; et modification en conséquence de l'article 5 des statuts de la Société.

Après avoir approuvé ce qui précède, l'actionnaire unique a adopté les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée a décidé d'augmenter le capital social émis de la Société afin de le porter de son montant actuel de trente mille Livres Sterling (GBP 30.000) à neuf millions et trente mille Livres Sterling (GBP 9.030.000) par l'émission de neuf millions (9.000.000) nouvelles actions d'une valeur nominale de un Livre Sterling (GBP 1) chacune pour un prix total de souscription de neuf millions Livres Sterling (GBP 9.000.000).

Ensuite, ICAP Post Trade Holdings Limited représentée par Milène Drweski, précitée, en vertu d'une procuration en date du 24 août 2015 (dont une copie restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui) a souscrit aux neuf millions (9.000.000) nouvelles actions et a payé l'intégralité des actions par voie d'un apport en numéraire d'un montant de neuf millions Livres Sterling (GBP 9.000.000).

L'assemblée a décidé d'allouer un montant de neuf millions Livres Sterling (GBP 9.000.000) au capital social de la Société.

La preuve du paiement du prix de souscription à la Société a été montrée au notaire soussigné.

En conséquence, l'article 5 des statuts de la Société aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 5. Capital - actions et certificats.** Le capital émis de la Société est fixé à neuf millions et trente mille Livres Sterling (GBP 9.030.000), représenté par neuf millions et trente mille (9.030.000) actions d'une valeur nominale de un Livre Sterling (GBP 1,-) par action.

Les actions seront émises sous forme nominative.

La Société considérera la personne au nom de laquelle les actions sont inscrites dans le registre des actionnaires comme le véritable propriétaire de ces actions.

Des certificats confirmant ces inscriptions peuvent être remis aux actionnaires.

Les transferts d'actions se feront par une inscription au registre des actionnaires de la Société sur la délivrance d'un certificat ou de certificats émis en relation avec les actions à la Société accompagné d'un instrument de transfert satisfaisant pour la Société ou par des déclarations écrites de transfert inscrites au registre des actionnaires, datées et signées par le cédant et le cessionnaire ou par leurs fondés de pouvoir.

La Société peut racheter ses propres actions dans les limites prévues par la loi.”

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'assemblée a été clôturée.

Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, sont estimés à cinq mille trois cents euros (EUR 5.300,-).

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction en langue française; à la demande de la même partie, en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture du présent procès-verbal, la partie comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. DRWESKI, C. PERSONNE, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 31 août 2015. Relation: DAC/2015/14254. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 1^{er} septembre 2015.

Référence de publication: 2015147603/146.

(150161937) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2015.

Endymion S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 180.140.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015147008/9.

(150161272) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.

Erual S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1521 Luxembourg, 105, rue Adolphe Fischer.

R.C.S. Luxembourg B 146.145.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015147010/9.

(150160887) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.

Espace Informatique S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 96.087.

Par décision du conseil d'administration tenu le 27 août 2015, Monsieur Francesco MILELLA, domicilié professionnellement au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, a été coopté au conseil d'administration avec effet au 10 août 2015 en remplacement de Monsieur Jean BARRET, démissionnaire avec effet au 10 août 2015.

Son mandat s'achèvera avec ceux des autres administrateurs à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2015.

Luxembourg, le 31 août 2015.

Pour: ESPACE INFORMATIQUE S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2015147011/16.

(150160612) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.

Dawn Finance Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.702.715,00.

Siège social: L-2546 Luxembourg, 10, rue C.M. Spoo.

R.C.S. Luxembourg B 130.414.

Extrait des décisions prises par l'actionnaire unique de la Société en date du 9 juillet 2015

1. Mme. Nicola Hordern a démissionné de son mandat en qualité de gérant avec effet au 9 juillet 2015.
2. Mme Lorna Mackie, avec adresse professionnelle au 10 rue C.M. Spoo, L-2546 Luxembourg, a été nommé en qualité de gérant de la classe A avec effet au 9 juillet 2015 et pour une durée indéterminée.
3. Le conseil de gérance se compose désormais comme suit:
 - Monsieur Godfrey Abel, classe A
 - Monsieur Michael Chidiac, classe B
 - Madame Lorna Mackie, classe A

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 août 2015.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2015147574/20.

(150161807) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2015.

ESS-LUX, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 35-37, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 112.794.

Les comptes annuels au 28/02/2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Mandataire

Référence de publication: 2015147012/11.

(150160718) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.

ETASCAL (Exclusive Travel Art Safari Culture Adventure and Leisure) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 151, rue des Aubépines.

R.C.S. Luxembourg B 104.967.

La nouvelle adresse de Monsieur Carlo Hoffmann, administrateur-délégué de la société, est 273, route de Longwy, L-1941 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015147013/10.

(150160746) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.

Europa Park Gemeinschaften S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 6-8, rue Jean Engling.

R.C.S. Luxembourg B 13.544.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015147015/9.

(150161255) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.

Europa Park Gemeinschaften S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 6-8, rue Jean Engling.

R.C.S. Luxembourg B 13.544.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015147016/9.

(150161256) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.

Mberp II (Luxembourg) 17 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 188.203.

Il convient de noter que Monsieur Frédéric GARDEUR, Gérant, réside désormais professionnellement à l'adresse suivante:

- 12C, Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} Septembre 2015.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015147241/15.

(150161157) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.

Eurostone S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 20, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 46.542.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015147018/9.

(150160791) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.

EV-Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 22-24, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 84.058.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015147020/9.

(150161136) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.

Fujitsu Technology Solutions (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 89C, rue Pafebruch, Parc d'Activités Capellen.

R.C.S. Luxembourg B 70.201.

Les comptes annuels au 31 mars 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015147032/9.

(150160924) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.

Worrus Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8422 Steinfort, 69, Rue de Hobscheid.

R.C.S. Luxembourg B 112.194.

Extrait des décisions prises lors de l'assemblée générale tenue en date du 11 août 2015

Première résolution

L'Assemblée accepte la démission des gérants catégorie B Monsieur Christophe DAVEZAC et Emmanuel MOUGOLLE, ayant leurs adresses professionnelles au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882. Leurs mandats ont pris fin le 11 août 2015.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de renouveler le mandat de Monsieur Dmitry ERMAKOV, ayant son adresse privée au 37, Basseyayna Street, Apt. 70, RU196070 St-Petersburg, Russie, comme gérant catégorie A avec effet au 11 août 2015. Son mandat est de durée déterminée et prendra fin lors de l'Assemblée générale qui se tiendra en 2016.

Troisième résolution

L'Assemblée décide de nommer comme gérants catégorie B, avec effet au 11 août 2015, Monsieur Carlo DAX, ayant son adresse professionnelle au 16, rue de Kehlen, L-8394 Olm, et Monsieur Thierry REISCH, ayant son adresse professionnelle au 12, rue Jean L'Aveugle, L-1148 Luxembourg. Leurs mandats sont de durée déterminée et prendront fin lors de l'Assemblée générale qui se tiendra en 2016.

Quatrième résolution

L'Assemblée décide de renouveler le mandat de Fidewa-Clar S.A, ayant son siège social au 2-4, rue du Château d'eau, L-3364 Leudelage, au poste de Réviseur d'entreprise agréé, avec effet au 11 août 2015. Son mandat est de durée déterminée et prendra fin lors de l'Assemblée générale qui se tiendra en 2016.

Pour extrait

Pour la société

Référence de publication: 2015147414/27.

(150160944) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.
